



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

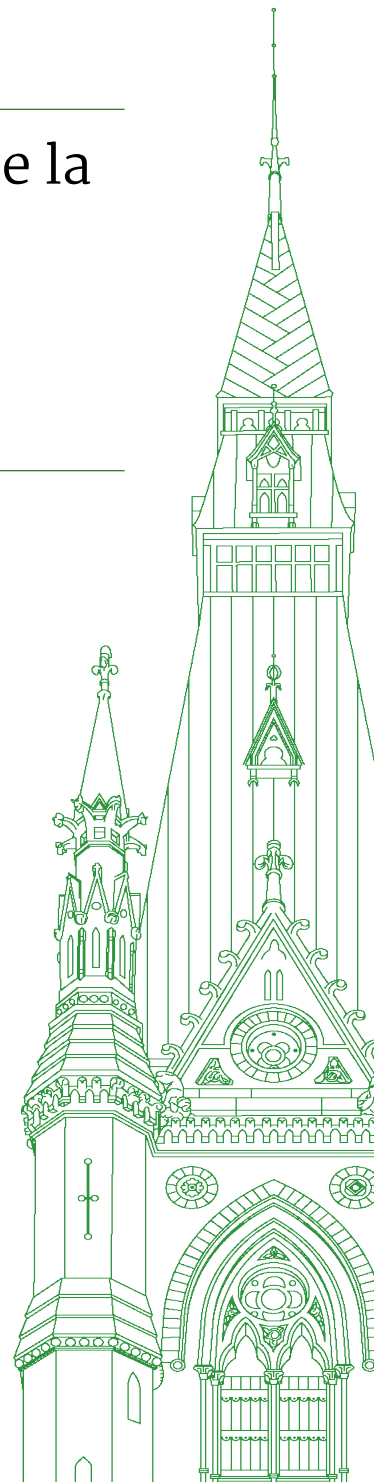
Comité permanent de l'industrie et de la technologie

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 013

Le mercredi 5 novembre 2025

Président : Ben Carr



Comité permanent de l'industrie et de la technologie

Le mercredi 5 novembre 2025

• (1630)

[Traduction]

Le président (Ben Carr (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.)): Bonjour à tous.

[Français]

Nous sommes ici pour continuer notre étude sur la stratégie industrielle de défense du Canada.

[Traduction]

Nous avons des témoins ici dans la salle avec nous aujourd'hui, ainsi que quelques témoins en ligne. Tous les témoins ont effectué les tests de connexion requis avant la réunion.

Je tiens à faire un rappel à l'intention de mes collègues et des témoins. Si vous utilisez votre oreillette et qu'elle est branchée, mais que vous ne la portez pas sur votre oreille, veuillez la placer sur l'autocollant devant vous pour protéger la santé et le bien-être de nos interprètes. Si elle n'est pas branchée, il n'y a pas de problème; vous pouvez simplement la déposer à côté de vous.

Aujourd'hui, nous accueillons M. Christian Leuprecht, professeur au Collège militaire royal et à l'Université Queen's.

Nous accueillons Mme Katheron Intson, directrice générale chez Sentinel Research and Development.

Nous accueillons, par vidéoconférence, M. Ben Hendriksen, maire de la Ville de Yellowknife. Il est accompagné de M. Stephen Van Dine, directeur municipal de la Ville de Yellowknife.

Merci à tous de votre présence.

Mesdames et messieurs les témoins, vous disposerez d'un maximum de cinq minutes pour prononcer vos déclarations préliminaires.

Sur ce, monsieur Leuprecht, je vous cède la parole.

[Français]

Christian Leuprecht (professeur, Collège militaire royal du Canada et Université Queen's, à titre personnel): Merci, monsieur le président.

Je vais faire mon allocution d'ouverture en anglais, mais on pourra me poser des questions dans la langue officielle de son choix.

Je précise que je m'adresse au Comité en tant que professeur au Collège militaire royal.

[Traduction]

L'ordre international fondé sur des règles est la pierre angulaire de la sécurité, de la prospérité et de la démocratie du Canada. Cet ordre est mis à rude épreuve et le Canada fait face à une menace

existentielle, puisqu'il a perdu l'initiative et qu'il est de plus en plus isolé parmi ses alliés et partenaires. La souveraineté politique et économique du Canada dépend de sa capacité à façonner la situation. De toute évidence, nous contenter de réagir au cours des choses ne nous a pas été favorable.

Pour cette raison, le gouvernement investit activement dans des instruments de gouvernance étatique, notamment les Forces armées canadiennes, et dans les moyens économiques pour soutenir cet investissement. Cela dit, le gouvernement semble également comprendre que l'on n'utilise pas au mieux la fonction publique fédérale et l'écosystème économique du Canada, y compris en matière de recherche et d'innovation, afin de mettre en œuvre ce programme. Le fait que le gouvernement ait créé trois nouveaux organismes en quelques mois montre que l'argent ne suffit pas; le gouvernement devra restructurer la fonction publique, l'économie du pays et son infrastructure du savoir pour mener à bien son programme.

Je vous donne un exemple. Pendant 30 ans, les gouvernements ont mis en place des politiques et des procédures pour réduire la taille des Forces armées canadiennes et freiner les dépenses. Le gouvernement ne peut pas faire croître et rééquiper les Forces armées canadiennes avec des politiques qui ont été expressément conçues pour les réduire et les limiter. Pour réaliser son programme, le gouvernement devra transformer cette architecture, ce qui signifie qu'il devra prendre un plus grand risque politique et financier en plus d'un risque d'atteinte à sa réputation. Pendant un quart de siècle, les gouvernements ont refusé de le faire. Ils ont plutôt demandé aux Forces armées canadiennes d'accepter tous les risques. Cela fonctionnait peut-être dans un monde où les missions militaires expéditionnaires étaient discrétionnaires et où les instruments de gouvernance étatique n'étaient pas indispensables. Or, cette approche s'est développée aux dépens de la confiance de nos alliés.

Le Canada ne peut plus s'offrir ce luxe. Pour protéger sa souveraineté, le Canada a besoin d'une industrie qui peut donner suite aux priorités en matière de défense rapidement, à grande échelle, de façon massive, et ce, dans tous les domaines. Pour ce faire, le gouvernement doit déterminer quels produits il achètera, comment il le fera, et comment il en assumera le coût.

Les besoins du Canada en matière d'approvisionnement sont énoncés dans les exigences d'approvisionnement de l'OTAN pour l'année 2025, auxquelles les alliés ne répondent actuellement qu'à 50 %. Nous avons beaucoup de rattrapage à faire en très peu de temps.

Le Canada et ses alliés ne peuvent satisfaire certaines exigences qu'à plus long terme. Cela dit, d'autres exigences, comme en ce qui a trait à la technologie de lutte contre les drones, nécessitent des investissements immédiats. L'Union européenne, par exemple, a augmenté de 400 % ses investissements dans ce domaine d'une année à l'autre. Si nous voulons que le Canada soit pris au sérieux dans son prétendu virage vers l'Europe, nous devons démontrer que nous apportons une réelle valeur ajoutée à nos alliés.

Le problème, c'est que les étagères sont vides. À cet égard, le premier ministre a vanté la création d'une agence d'approvisionnement en matière de défense pendant la campagne électorale, mais a ensuite annoncé la création de l'Agence de l'investissement pour la défense. Le Canada doit investir dans ce qu'il entend acquérir.

Un investissement dans la défense constitue nécessairement un investissement dans l'innovation et la haute technologie. Cela dit, les universités canadiennes, le domaine de la recherche et du développement et, dans une moindre mesure, l'industrie ne sont pas bien placés pour répondre aux besoins en matière de technologie de défense. Les priorités politiques ont généralement été axées sur la construction et la création d'emplois. La priorité doit plutôt être accordée aux pouvoirs de conception, c'est-à-dire au code, aux algorithmes et à l'intelligence artificielle qui sont le moteur des forces armées du XXI^e siècle.

Il va sans dire que cette approche est incompatible avec un rapprochement avec la Chine. La stratégie d'investissement en matière de défense du Canada nécessite plutôt un cadre de sécurité en matière de recherche beaucoup plus robuste que celui dont dispose actuellement le gouvernement fédéral.

Au cours de la dernière décennie, nos alliés de l'Europe et de la région indo-pacifique ont réclamé un vaste accord sur la façon de financer tout cela. Nos alliés et partenaires souhaitant diminuer leur dépendance envers la Chine n'ont que le Canada et l'Australie comme options démocratiques vers lesquelles se tourner. Il en va de même pour les exportations de gaz naturel liquéfié. L'Europe a abandonné sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie pour se tourner vers les États-Unis. L'Europe achète désormais la moitié de son gaz naturel liquéfié des États-Unis.

L'exportation de gaz naturel et de minéraux critiques est la meilleure façon pour le Canada d'être un allié loyal envers ses alliés et partenaires de l'Europe et de la région indo-pacifique. Les recettes qui en découlent permettront de financer des investissements dans la défense et l'industrie canadiennes, de rembourser la dette, de favoriser de nouvelles dépenses d'aide sociale et de mettre au point des technologies pour soutenir la transition vers l'énergie verte.

Les coûts de l'énergie en Europe sont deux à quatre fois plus élevés qu'au Canada. Les exportations canadiennes d'énergie rendent l'Europe plus productive, concurrentielle et innovante et renforcent les institutions démocratiques européennes. Les Canadiens doivent comprendre que le fait de ne pas exporter d'énergie vers l'Europe revient à subventionner la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine.

• (1635)

Si nous voulons que la stratégie industrielle de défense du gouvernement soit couronnée de succès et transforme l'économie canadienne, et que le Canada fasse preuve d'initiative, retrouve son statut auprès de ses alliés et soit respecté dans le monde, il faut non seulement un engagement audacieux à l'égard d'un plan plurian-

nuel, mais aussi une approche multipartite au Parlement. Pour que la souveraineté canadienne prévale, les partis politiques doivent forger un large consensus afin d'unir leurs efforts. La stratégie industrielle de défense du Canada est le test décisif à cette fin.

Le président: Voilà un défi de taille, monsieur Leuprecht. Je vous remercie de cette proposition.

Madame Intson, vous avez la parole pour les cinq prochaines minutes.

Katheron Intson (directrice générale, Sentinel Research and Development Inc.): Merci, monsieur le président.

Je remercie le Comité de m'avoir invitée à prendre la parole.

Je m'appelle Katheron Intson et je suis la directrice générale de Sentinel Research and Development, une entreprise établie à Hamilton, en Ontario.

Sentinel est une entreprise de fabrication de composites financée par du capital de risque. Notre premier produit est un véhicule aérien sans pilote verticalement intégré de 25 kilogrammes, à voilure fixe, indépendant de la charge utile et attritionnable, conçu et fabriqué ici au Canada.

En 1917, avant les satellites et les capteurs et avant les champs de bataille définis par des logiciels, un ingénieur canadien doué en physique a tranquillement changé l'art de la guerre. À la crête de Vimy, il a neutralisé l'artillerie allemande en détruisant 83 % des canons d'artillerie de l'ennemi avant même que la première vague d'infanterie ne quitte ses tranchées. Se servant d'enchevêtrements de fils et de microphones, les innovations du major-général Andrew McNaughton en matière de repérage par le son et de repérage par éclat ont permis de transformer l'artillerie; nous sommes passés d'un instrument grossier à un instrument chirurgical. Ses travaux n'ont pas seulement façonné la stratégie des alliés; ils ont également prouvé que le Canada, lorsqu'il le fallait, pouvait jouer dans la cour des grands dans le théâtre de guerre.

Saviez-vous que nous avons également inventé l'artillerie à longue portée et le premier système robotisé utilisé sur les engins spatiaux pilotés? Aujourd'hui, nous formons certains des meilleurs ingénieurs en robotique, en intelligence artificielle et en aérospatiale au monde, et ils sont prêts à se mettre au travail. Or, le monde pour lequel ils fabriquent du matériel est très différent du monde dont nous avons hérité.

La capacité industrielle, et pas seulement la capacité militaire, est maintenant l'un des principaux indicateurs de la sécurité nationale. Le champ de bataille est remodelé par des systèmes autonomes et des plateformes attritionnables. Les véhicules aériens sans pilote ont presque entièrement remplacé l'artillerie et d'autres normes tactiques. Ils orientent les activités de reconnaissance, frappent des cibles avec précision et sont accessibles en quantité qu'aucune autre plateforme traditionnelle ne peut égaler. Ces systèmes transforment les rôles militaires traditionnels.

Prenons nos tireurs d'élite canadiens dont l'efficacité fait notre fierté; nos records à l'échelle mondiale ne sont surpassés que par les Ukrainiens. Aujourd'hui, de nombreuses tâches traditionnellement associées aux unités de tireurs d'élite — l'acquisition d'objectifs lointains, l'intervention précise et les activités de reconnaissance secrètes — sont désormais exécutées à faible coût par des drones à vue à la première personne.

Je suis convaincue que les Forces armées canadiennes se montreront à la hauteur de la situation. Nos partenaires internationaux ne manquent jamais de saluer la grande compétence, les capacités et l'esprit de collaboration de nos militaires. Cependant, une question cruciale demeure: dans le cadre de ce processus de réentraînement et de réarmement à l'aide de drones, qui le Canada choisira-t-il d'enrichir? Allons-nous dépendre de systèmes importés à faible coût d'États ennemis; allons-nous acheter des systèmes sûrs, mais coûteux auprès de fournisseurs alliés; ou allons-nous choisir de soutenir notre innovation locale, évolutive et attritionnable afin de renforcer une capacité de fabrication souveraine de systèmes que nous pourrions exporter vers les pays de l'OTAN et étendre au secteur commercial? Voilà le tournant où nous nous trouvons.

Le gouvernement et la population ne sauraient faire face à un autre échec de l'ampleur de celui de l'Avro Arrow. Bon nombre de mes collègues vous diront qu'on a mis fin au projet Avro parce que notre propre gouvernement avait conclu une entente en catimini avec le gouvernement américain pour étouffer l'innovation canadienne. Or, la vérité, c'est que, premièrement, nous avons fabriqué un produit très sophistiqué qui n'a pas tenu compte de la menace évolutive des missiles et des bombardiers et, deuxièmement, l'entreprise a si bien su exercer des pressions sur le gouvernement fédéral pour obtenir du financement que le marché international de ce produit n'a jamais été validé. Par conséquent, alors que l'on s'empresse de consacrer 2 % de notre PIB aux dépenses de défense, je vous exhorte tous à tenir compte de ce qui suit.

Premièrement, les plus importants investissements du gouvernement en matière de défense doivent se faire dans les entreprises pour lesquelles des marchés internationaux ont été validés. À elles seules, les Forces armées canadiennes ne peuvent pas soutenir ou faire croître un fabricant de matériel de défense moderne. L'utilisation des fonds publics pour ne soutenir que les entreprises qui servent l'approvisionnement canadien revient à financer la dépendance industrielle, et non la capacité industrielle.

Deuxièmement, les gouvernements devraient miser sur les entreprises qui créent de la propriété intellectuelle canadienne originale, et pas seulement sur celles qui assemblent ou produisent des technologies étrangères. Le Canada n'a pas besoin d'autres chaînes de montage pour les systèmes conçus à l'étranger. Nous avons besoin d'entreprises phares qui mettent au point de nouvelles plateformes et technologies que le Canada possède, contrôle et exporte.

Troisièmement, le capital de risque garanti par le gouvernement doit cesser d'exclure la défense. Bon nombre des fonds de capital de risque qui reçoivent des fonds publics sont assortis de politiques formelles ou informelles qui excluent l'investissement dans la défense, même lorsque les entreprises visées font avancer les priorités nationales et offrent des possibilités d'exportation.

Je vais vous donner un exemple. La semaine dernière, des représentants du fonds MaRS pour l'accélération des investissements, dont le capital provient en grande partie du gouvernement de l'Ontario, nous ont dit qu'ils avaient décidé de ne pas investir dans notre entreprise, Sentinel, du fait qu'elle était axée sur la défense. La majeure partie du financement de Sentinel provient d'investisseurs américains qui offrent des conditions plus favorables aux créateurs et qui comprennent le secteur. Le résultat est simple: on exporte le contrôle de la propriété intellectuelle canadienne parce que l'on refuse d'utiliser nos propres capitaux publics pour investir dans cette propriété intellectuelle.

• (1640)

Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup.

À Winnipeg, nous appelons le maire « Son Honneur ». Je ne sais pas ce que vous faites à Yellowknife. Monsieur Hendriksen, j'y étais il y a quelques semaines, et c'est un endroit chaleureux et accueillant. Je suppose que l'on vous appelle probablement par votre prénom, « Ben », mais je vais vous appeler...

Ben Hendriksen (maire, Ville de Yellowknife): Vous êtes donc déjà au courant, alors, monsieur le président Carr.

Le président: Je vais vous appeler « monsieur le maire » pour l'instant.

Je vous cède la parole pour un maximum de cinq minutes.

Ben Hendriksen: Merci beaucoup.

Bonjour, monsieur le président Carr et mesdames et messieurs les membres du Comité. Je m'appelle Ben Hendriksen et je suis le maire de Yellowknife, une ville qui se trouve au carrefour de la résilience et de la souveraineté du Nord canadien. Depuis fort longtemps, notre ville accueille les Forces armées canadiennes, la Force opérationnelle interarmées (Nord), les réserves canadiennes et les fiers Rangers canadiens et collabore avec eux.

Je me joins à vous aujourd'hui depuis le territoire du chef Drygeese, qui est le territoire traditionnel de la Première Nation des Dénés Yellowknives, la zone d'utilisation traditionnelle des terres du peuple Tlicho et la terre natale des Métis de North Slave. C'est dans le respect de ce territoire, des peuples autochtones dont le territoire est celui où j'habite et de tous les gens que je représente en tant que maire que je vous présente mes observations.

En raison de sa géographie, Yellowknife connaît bien les défis liés aux changements climatiques, à l'incertitude géopolitique et à la transformation économique. Cela dit, notre histoire n'est pas seulement marquée par la réaction et le rétablissement; elle est aussi définie par le renouveau.

Dans mon récent discours sur l'état de la ville, j'ai dit que le Nord devait se doter d'une nouvelle stratégie pour la prospérité, qui serait ancrée dans les infrastructures stratégiques, la diversification économique et la résilience des collectivités. Je crois que la stratégie industrielle de défense du Canada doit refléter ces mêmes principes. Comme la vice-première ministre et ministre des Finances des Territoires du Nord-Ouest l'a souvent dit et récemment répété: « Il ne peut pas incomber à 45 000 Canadiens de soutenir la sécurité dans l'Arctique ou de libérer la richesse du Nord. »

En décembre dernier, le conseil municipal de Yellowknife a appuyé à l'unanimité une résolution visant à accepter des investissements du ministère de la Défense nationale à Yellowknife. Le corridor économique et de sécurité pour l'Arctique, que notre conseil a également appuyé à l'unanimité par résolution plus tôt cette année, est une occasion d'édification de la nation qui harmonise les priorités en matière de défense avec la résilience climatique, le partenariat avec les Autochtones et la souveraineté économique. Il s'agit d'un projet d'intérêt national que notre ville est heureuse de voir figurer sur la courte liste des projets potentiels à envisager à l'avenir. En tant qu'habitant de Yellowknife, je suis ravi de constater le leadership dont font preuve les gouvernements autochtones dans ce projet potentiel, de voir la collaboration au-delà des limites du territoire avec le Nunavut et la West Kitikmeot Resources Corp, en plus du sentiment d'urgence qu'affiche le gouvernement fédéral.

Pour que cette occasion se concrétise, le Nord a besoin d'investissements dans les infrastructures municipales et dans une énergie fiable et abordable. Les investissements qui renforcent la souveraineté de Yellowknife et d'autres collectivités du Nord sont des investissements à double et même à triple usage. Les investissements dans les infrastructures du Nord soutiennent la souveraineté, mais aussi la vie quotidienne, en soutenant l'accès à l'eau potable, aux égouts, et les modes de vie traditionnels. S'ils sont réalisés de la bonne façon, ils peuvent et devraient également contribuer à atténuer les menaces climatiques de plus en plus réelles et fréquentes et aider le Nord et le Canada à s'y adapter.

Une stratégie industrielle de défense axée sur le Nord doit donner aux collectivités les moyens de prospérer dans un monde en évolution. Cela signifie qu'il faut accorder la priorité à l'énergie propre, au logement et aux infrastructures. De fait, si nous n'avons pas de terres en bonne santé établissant un équilibre entre les besoins d'aujourd'hui et ceux des sept prochaines générations, qu'essayons-nous de protéger en maintenant notre souveraineté?

En conclusion, je demande au Comité de reconnaître le Nord non pas comme une préoccupation lointaine, mais comme un pilier central du Nord canadien. Dans cette perspective politique, je vais céder la parole à notre directeur municipal pour le reste de nos cinq minutes.

Allez-y, monsieur Van Dine.

• (1645)

Stephen Van Dine (directeur municipal, Ville de Yellowknife): Merci, monsieur le maire Hendriksen.

Je vous remercie, monsieur le président.

La nouvelle stratégie industrielle de défense du Canada est axée sur la reconstruction, le réarmement et le réinvestissement dans nos Forces armées. Par conséquent, il faut renforcer notre capacité opérationnelle dans le Nord, car la préparation aux opérations dans l'Arctique n'est pas facultative, mais bien essentielle.

Yellowknife n'est pas seulement éloignée; elle est prête. Avec sa position nordique, la ville offre la plus grande capacité au Canada. Aujourd'hui, je veux vous donner six raisons pour lesquelles Yellowknife est un endroit idéal pour développer l'industrie de la défense et effectuer des essais par temps froid, qui doivent faire partie d'une stratégie nationale incluant le Nord.

Premièrement, Yellowknife a une économie stable, des revenus des ménages supérieurs à la moyenne et un faible taux de chômage. C'est déjà une plaque tournante pour la logistique et l'exploitation

minière dans l'Arctique et le centre stratégique du Nord canadien, de sorte que les chaînes d'approvisionnement, l'expertise et l'infrastructure sont en place. Les Territoires du Nord-Ouest abondent en minéraux critiques, avec 25 des 34 minéraux essentiels du Canada, ce qui en fait un acteur clé de la transition verte du Canada et de ses partenariats mondiaux. Il est logique de tirer parti de ces actifs pour la défense, ce qui permet de renforcer la souveraineté, de soutenir l'innovation et de veiller à ce que nos forces soient prêtes aux opérations dans le Nord.

Deuxièmement, Yellowknife est la plaque tournante logistique du Nord et de l'Arctique. La ville est située sur les rives du Grand lac des Esclaves, en plein cœur du Nord canadien. À partir d'ici, vous avez accès à l'année à un aéroport ouvert 24 heures sur 24, sept jours sur sept et à des routes toutes saisons. L'aéroport se trouve à cinq minutes à peine du centre-ville et il est directement relié à de grandes villes comme Edmonton, Calgary, Toronto et Vancouver. Les routes de glace saisonnières étendent encore plus la portée du réseau, offrant un accès rentable aux régions éloignées qui sont parfaites pour simuler de véritables conditions de déploiement dans l'Arctique. Les Territoires du Nord-Ouest sont le centre stratégique des opérations militaires et des communications par satellite et abritent des infrastructures essentielles comme le Système d'alerte du Nord et la seule route vers l'océan Arctique. L'emplacement de Yellowknife soutient non seulement les priorités régionales, mais aussi celles de la défense nationale, y compris la souveraineté, la cybersécurité et le rayonnement diplomatique auprès de partenaires panarctiques.

Troisièmement, lorsque nous parlons de mettre à l'essai de l'équipement pour le climat arctique destiné aux opérations dans l'Arctique, nous avons besoin de conditions réelles. Yellowknife offre cette possibilité. Ici, les hivers sont longs, rigoureux et impitoyables, mais splendides, avec des températures extrêmes et un terrain difficile dans des écosystèmes comme la taïga et la toundra. Ces paysages diversifiés offrent des conditions idéales pour mettre à l'essai de l'équipement, des véhicules et des technologies dans de véritables conditions subarctiques et arctiques. Nous devrions également envisager la possibilité de créer une installation de formation et d'essai spécialisée à Yellowknife, qui servirait à des fins de recherche de l'armée, des alliés et de l'industrie. Yellowknife serait un centre d'excellence en innovation par temps froid.

Le quatrième élément est l'infrastructure et les services de soutien. Yellowknife a bâti l'infrastructure et l'expertise qu'exigent des opérations en région éloignée. La ville dispose d'une alimentation électrique fiable et de bons services de communication, de santé et d'urgence. On y trouve des entreprises spécialisées dans la logistique, le transport, l'ingénierie et les services environnementaux. Ces sociétés soutiennent déjà les activités minières et arctiques, et elles comprennent ce qu'il faut pour déplacer les personnes et l'équipement de façon sûre et efficace dans des conditions nordiques. Les investissements stratégiques dans les infrastructures à double usage, comme les pistes d'atterrissage, les stations satellites, les routes et l'énergie, peuvent simultanément faire progresser la préparation militaire, la résilience des collectivités et le développement économique.

Cinquièmement, la région compte plus de 80 ans d'expérience en exploration et en exploitation minières. Cela signifie que la main-d'œuvre sait comment fonctionner dans des conditions difficiles. Le Collège Aurora et la Mine Training Society des Territoires du Nord-Ouest offrent une formation et des programmes spécialisés, ce qui garantit un approvisionnement constant de main-d'œuvre qualifiée pour les rôles techniques et logistiques. Plus de 800 personnes ont été placées dans des emplois miniers grâce à ces programmes, et cette expérience se traduit directement dans des projets de défense.

Enfin, Yellowknife collabore étroitement avec les gouvernements et les organisations autochtones. Ces partenariats ne sont pas seulement une bonne pratique; ils sont essentiels à un développement durable qui cadre avec les engagements du Canada en matière de réconciliation. Des coentreprises comme la Det'on Cho Corporation et la Tlicho Investment Corporation montrent que la participation autochtone stimule la croissance et renforce les liens communautaires. Les traités modernes et les ententes sur l'autonomie gouvernementale prévoient des droits, des compétences et des pouvoirs qui peuvent être honorés et mis à profit pour promouvoir la résilience économique et la sécurité durable de l'Arctique.

En conclusion, quand on parle de reconstruction et de réinvestissement dans les capacités de défense du Canada, Yellowknife n'est pas seulement une bonne option, mais bien un atout stratégique. Même si nous devons réfléchir à notre stratégie industrielle de défense à l'échelle nationale, et pas seulement régionale, il est essentiel d'y inclure le Nord. Nous n'avons peut-être pas un secteur de la défense local en raison de notre taille, mais nous pouvons faire venir l'industrie ici. Voilà qui correspond à des politiques fédérales comme le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord. Y a-t-il une meilleure façon d'exercer sa souveraineté que d'avoir une présence industrielle et d'acquérir une expertise technique ici?

Choisir Yellowknife, c'est façonner l'avantage du Canada dans l'Arctique grâce à l'innovation, à la collaboration et à l'investissement stratégique.

Je vous remercie.

• (1650)

Le président: C'est un plaisir de vous écouter. Je pense qu'il est très important pour nous d'entendre des voix du Nord.

Monsieur le maire, je vous remercie également.

Nous allons passer aux questions.

Madame Dancho, vous avez la parole pour six minutes.

Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Je remercie les témoins de leur présence. J'ai bien aimé vos déclarations préliminaires.

Monsieur Leuprecht, je vais commencer par vous.

Vous avez abordé beaucoup de sujets dans votre exposé, sur lesquels je voulais vous poser des questions aujourd'hui. En juin dernier, je crois, je vous ai entendu sur le balado *The Line*. J'encourage les autres à écouter l'émission. Vous avez présenté une évaluation assez rigoureuse de la situation actuelle et de ce que nous devons faire. Je voulais revenir sur l'un de vos commentaires, que j'ai trouvé très révélateur. Vous avez dit que « Le premier ministre va devoir conclure avec les Canadiens une nouvelle entente grandiose, un nouveau contrat social dans le cadre desquels nous allons construire des pipelines pour exporter des hydrocarbures en particu-

lier à nos alliés — dans une certaine mesure en Asie, mais surtout en Europe. Nous devons effectivement expliquer aux Canadiens que nous avons subventionné l'agression armée de la Russie contre l'Ukraine en maintenant les prix de l'énergie élevés en Europe parce que nous refusons d'exporter des hydrocarbures. Et nous allons utiliser ces revenus pour payer la défense. »

Vous avez poursuivi en disant d'autres choses.

Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet? Vous semblez croire qu'une infrastructure de pipelines pour exporter vers l'Europe et d'autres endroits serait essentielle à une stratégie industrielle de défense. Est-ce juste?

Christian Leuprecht: Nous allons devoir en payer la note d'une manière ou d'une autre. Nous avons tous vu notre dette et notre déficit structurel. Si nous refusons d'augmenter les impôts et de faire plus que des concessions modestes sur les réductions de services... Nous voulons maintenir notre cote de crédit AAA. Je souligne toujours que si le Canada se joignait à l'Union européenne, il serait le sixième pays du groupe à avoir une telle cote. Ces cotes sont très prisées chez nos alliés. Il est dans notre intérêt de la préserver afin de pouvoir emprunter à des taux inférieurs. Ensuite, c'est une façon de rapporter des recettes, et je pense que nous pouvons y arriver d'une manière qui rallie tous les Canadiens. Avec ces revenus, comme je l'ai dit, nous pouvons payer les nouveaux services sociaux, la défense, la transition énergétique et rembourser la dette.

Je pense que nous pouvons tous y gagner.

Raquel Dancho: Merci. Je vous en suis reconnaissante.

Vous avez dit qu'il était important de soutenir nos alliés en Europe. Pour ce faire, nous pouvons exporter du gaz en Europe, sans nous limiter aux solutions auxquelles nous songeons habituellement en matière de défense.

Pouvez-vous nous parler de l'importance que revêt cette stratégie?

Christian Leuprecht: Je viens de passer six mois à Bruxelles, où j'ai eu amplement l'occasion d'échanger avec certains des principaux dirigeants, y compris ceux qui siègent à la commission du Parlement européen. Si vous parcourez les capitales européennes, vous pouvez demander aux gens quel est leur principal défi. Les prix de l'énergie, qui sont deux à quatre fois plus élevés, ne font pas que miner la compétitivité de l'Europe, mais nuisent fondamentalement aux institutions démocratiques européennes. Tout comme au Canada, les gens sont frustrés des prix qu'ils paient, mais dans une bien plus grande mesure. Nous ne faisons pas qu'aider nos alliés européens à maintenir leur économie concurrentielle; nous protégeons également leur intégrité démocratique. En étant idiosyncrasiques au sujet de nos hydrocarbures et de nos minéraux critiques, nous allons à l'encontre de nos propres intérêts géostratégiques, parce que nous ne répondons pas aux besoins essentiels de nos alliés européens. Bien sûr, pendant des décennies, nous nous sommes servis de nos alliés européens pour pallier les aléas de l'unilatéralisme américain. Le silence des partenaires européens a été stupéfiant lorsque notre souveraineté politique et économique a été menacée par une administration américaine. C'est parce que nous n'avons pas livré la marchandise.

Je pense que nous pouvons conclure un accord qui répond à nos besoins et à ceux de nos alliés européens tout en préservant ce qui a fait de nous un pays sûr, prospère et démocratique au cours des 75 dernières années.

• (1655)

Raquel Dancho: Je vous remercie.

Je vais changer un peu de sujet.

Vous avez également mentionné ce qui suit dans un autre balado, *theBreaker*: « Nous avons appris, je crois, que la Chine ne peut jamais être considérée comme un partenaire de confiance, et que nous devons donc toujours nous prémunir contre cette relation. »

Monsieur Leuprecht, que pensez-vous du rapprochement récent entre le premier ministre Carney et le Parti communiste de Pékin? Selon vous, quelle en est l'incidence sur notre politique de défense et de sécurité?

Christian Leuprecht: Apparemment, si nous sommes une puissance moyenne et que nous avons des intérêts à faire valoir — même si je pense qu'en ce qui concerne notre PIB, nous n'avons pas tiré parti de notre statut de puissance moyenne à l'échelle internationale —, nous devons toujours travailler avec la Chine. Je pense que la Chine a montré à maintes reprises qu'elle n'est ni un partenaire ni un allié digne de confiance. Compte tenu de nos relations commerciales avec la Chine, je pense que nous devons profiter de l'occasion pour résister et nous défendre. D'autres alliés, comme l'Australie, l'ont fait beaucoup plus systématiquement et stratégiquement que le Canada.

Raquel Dancho: En ce qui concerne la stratégie industrielle de défense, sauf erreur, vous estimez également que nous devrions y inclure non seulement l'énergie, mais aussi nos politiques étrangères, qui sont évidemment essentielles lorsque nous envisageons notre défense. Je trouve que c'est évident, mais nous devons le mentionner dans le rapport. Je vous remercie de l'avoir dit aux fins du compte rendu.

Dans le même ordre d'idées, vous avez également affirmé que les « instruments de gouvernance étatique » du Canada se sont vraiment atrophiés. Notre « réputation internationale » en a pris un coup. Vous avez ajouté que le « gouvernement du Canada a plutôt adopté une politique étrangère " fondée sur les valeurs ". En fait, la politique étrangère est ainsi devenue un prolongement de la politique intérieure. » Vous avez également affirmé que nous avons laissé tomber nos alliés sur des questions importantes, comme l'énergie, la sécurité, la défense et les investissements dans l'industrie de la défense.

Vous avez également fait un lien avec ce que vous avez dit plus tôt, à savoir que nos alliés européens ne se portent pas vraiment à notre défense devant les États-Unis.

Dans les quelques secondes qu'il me reste, j'aimerais relier tous ces éléments et rappeler l'importance que cela revêt pour notre stratégie de défense.

Je vous remercie.

Christian Leuprecht: Le Canada et ses alliés paient de deux à quatre fois plus cher par pièce d'équipement que les États-Unis parce que nous ne réalisons pas d'économies d'échelle. À l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ou OTAN, il y a des écosystèmes d'approvisionnement en défense nationale à respecter, mais il y a des possibilités de collaboration qui ne se limitent pas au type d'innovation dont mes collègues ont parlé, mais qui garantissent aussi que nous obtenons le meilleur rendement et rapport qualité-prix pour les contribuables canadiens. Je pense que nos homologues européens sont tout à fait en mesure de financer certains des investissements clés dans les infrastructures essentielles et les grands

projets que nous cherchons à réaliser au Canada en échange de ce que nous leur offrons. Nous pouvons y parvenir avec des contrats à long terme de 20 à 30 ans, comme d'autres alliés l'ont fait, ce qui nécessite relativement peu d'investissements gouvernementaux et fournit le genre de sécurité pour le capital qui est investi et qui génèrera les retombées collectives que nous recherchons tous.

Voilà en quoi consiste une stratégie. Quelles sont nos fins? Quels sont les moyens d'y arriver et de financer le tout? Nous devons le faire en collaboration, notamment, avec nos partenaires européens.

Le président: Merci beaucoup, madame Dancho.

Monsieur Bains, vous avez la parole pour six minutes.

Parm Bains (Richmond-Est—Steveston, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président. Je tiens à remercier tous nos témoins de se joindre à nous aujourd'hui dans le cadre de cette importante étude.

Je vais m'adresser au maire Hendriksen. Je vais parler un peu de ce que nous avons appris dans le budget déposé hier. On y propose de dépenser 1 milliard de dollars sur quatre ans, à compter de cette année, pour que Transports Canada crée un Fonds d'infrastructure pour l'Arctique, qui permettra d'investir dans de grands projets de transport. Je sais que vous en avez parlé un peu dans votre déclaration préliminaire.

Nous avons beaucoup entendu parler des applications à double usage qui peuvent être utilisées à des fins civiles et militaires, y compris les aéroports, les ports maritimes, les routes et les autoroutes toutes saisons. Si vous pouviez nous en dire un peu plus à ce sujet... En tant que représentant de Richmond, en Colombie-Britannique, je tiens à souligner que d'importants investissements ont été faits dans certaines capacités de défense, qu'il s'agisse de l'aéronef Poseidon, ayant aussi des capacités arctiques, des brise-glaces, qui sont construits dans notre chantier naval Seaspam à Vancouver, et d'une industrie maritime qui revêt une très grande importance pour notre province de la Colombie-Britannique, voire notre pays. Le drone SkyGuardian a également des capacités arctiques. C'est une technologie qui est assemblée en partenariat avec la division aérospatiale de MDA, qui a des capacités de renseignement géospatial, et beaucoup d'éléments d'intelligence artificielle dont Mme Intson a parlé.

En tenant compte de tous les investissements dont vous avez entendu parler et de ceux qui ont été annoncés récemment, en tant que représentants de Yellowknife, pourriez-vous nous parler de projets précis qui, selon vous, seront utiles à la région et d'autres projets d'infrastructure que vous souhaitez y voir?

• (1700)

Ben Hendriksen: Je répondrai, bien sûr. Merci beaucoup de me donner l'occasion de m'exprimer.

Nous envisageons la question d'une perspective nordique. C'est difficile à faire pour beaucoup de Canadiens du Sud qui n'y ont jamais mis les pieds. Si un Canadien né dans le Sud du pays s'installe dans le Nord, il doit changer de mentalité pour comprendre l'étendue de notre territoire nordique.

Rappelons que les derniers investissements majeurs dans les infrastructures du Nord remontent aux années 1950 et 1960, lorsque le gouvernement fédéral y investissait massivement. C'est le genre d'investissements que nous devons revoir.

Nous examinons la stratégie industrielle de défense et imaginons ce qu'elle pourrait inclure. M. Van Dine a parlé de notre emplacement stratégique. Nous avons déjà le siège social de la Force opérationnelle interarmées (Nord) à Yellowknife. Nous avons des liens étroits avec l'armée. De nombreux habitants de Yellowknife sont des militaires ou ont de la famille dans l'armée.

Lorsque nous examinons les besoins en infrastructures dans le Nord en tenant compte des collectivités et du double emploi, nous constatons que la route de la vallée du Mackenzie est une infrastructure dont on parle depuis des décennies. Nous avons le corridor économique et de sécurité pour l'Arctique, qui est son nom modernisé. On l'appelait souvent le Corridor de la province géologique des Esclaves, parce que cette région de notre territoire est riche en minéraux critiques. L'une des difficultés d'accès à ces minéraux est le manque d'infrastructures, qui pourraient à leur tour relier les collectivités situées le long de cette route.

Lorsque nous examinons l'industrie d'extraction des diamants, nous constatons qu'elle prévoit actuellement réduire progressivement ses opérations, comme M. Van Dine l'a souligné. La main-d'œuvre considérable de ces mines de diamants sera en quête d'emploi. Ce sont des personnes qualifiées qui ont la capacité de bâtir le Canada. Ces sociétés minières diamantaires ont également des infrastructures qu'elles laissent derrière et dont elles cherchent à se départir, et c'est une occasion à saisir le long du corridor économique et de sécurité pour l'Arctique. Le gouvernement du Canada a la possibilité de travailler avec ces entreprises afin de transférer des actifs qui pourraient lui être utiles pour assurer la sécurité dans l'Arctique.

En fin de compte, je pense qu'il est important de comprendre que, même si les choses peuvent être à double usage dans le Sud du Canada, souvent, comme je l'ai mentionné, les infrastructures nordiques peuvent avoir une utilisation triple, quadruple, voire quintuple. Il y a toujours de multiples façons d'utiliser les infrastructures dans le Nord, que ce soit à des fins communautaires, à des fins d'atténuation et d'adaptation, à des fins environnementales et climatiques ou à des fins militaires, dont nous discutons ici.

Je trouve que Yellowknife a un magnifique climat froid, qui se prête vraiment à des essais par temps froid, et qui offre une constance qui n'est pas toujours possible ailleurs et à proximité d'une ville. À Yellowknife, nous avons les revenus disponibles les plus élevés au pays et une population très instruite qui est prête à servir notre pays de différentes façons, mais nous avons besoin d'investissements pour y arriver. En tant qu'habitant du Nord, je suis heureux de voir que le gouvernement se tourne vers nous.

• (1705)

Parm Bains: Je vous remercie de votre réponse.

Nous avons entendu Madeleine Redfern, directrice régionale du Nord à CanArctic Inuit Networks, lorsqu'elle a comparu devant le Comité. Elle a évoqué la nécessité de se prémunir contre les effets du changement climatique, en déclarant que « les 10 % supplémentaires qu'il faut prévoir dans un projet d'infrastructure pour la protéger contre les changements climatiques valent bien l'investissement ».

Êtes-vous d'accord avec cette déclaration?

Ben Hendriksen: Elle dispose certainement de meilleures statistiques que moi à ce sujet. À titre d'ancienne mairesse d'Iqaluit, elle a une connaissance approfondie de ces enjeux.

Les investissements supplémentaires pour protéger nos infrastructures contre les effets du changement climatique sont extrêmement importants pour nos collectivités. Comme vous le savez, nous avons évacué Yellowknife en 2023 en raison de la menace posée par les incendies de forêt. Plusieurs collectivités ont dû être évacuées à ce moment-là et ces gens ont dû déménager à nouveau cette année lorsqu'il y a eu des inondations. Ma plus grande crainte est toujours ce qui pourrait arriver à notre infrastructure, et surtout à la production d'électricité, si elle venait à tomber en panne une journée où la température atteint -35 °C ou -40 °C.

Il est extrêmement important de veiller à ce que nos infrastructures soient résistantes au changement climatique. Je pense que le gouvernement du Canada doit toujours reconnaître l'importance de ces investissements supplémentaires, car au bout du compte, si nous négligeons de protéger nos infrastructures contre les effets du changement climatique, cela nous coûtera souvent plus cher à long terme, car nous devons réagir aux situations urgentes que nous avons négligé d'anticiper.

Le président: Je vous remercie beaucoup.

[Français]

Monsieur Ste-Marie, vous avez la parole pour six minutes.

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Merci, monsieur le président.

Je salue tous les témoins.

Ma première question s'adresse à M. le maire, mais je demanderai aux témoins dans la salle d'y répondre aussi.

Ma question concerne le budget qui a été présenté hier.

Monsieur le maire, je ne sais pas si vous avez eu le temps ou la chance d'en prendre connaissance. On y a fait des annonces relativement à la défense et au plan pour l'Arctique, et on y a inclus des mesures plus générales.

J'aimerais que vous nous fassiez part de vos réactions relativement au budget.

[Traduction]

Ben Hendriksen: Je vous remercie beaucoup.

Je suis désolé. Je ne suis pas bilingue.

Comme beaucoup d'entre nous, j'ai eu droit à un premier coup d'œil et j'ai entendu les premières réactions. Évidemment, il y a toujours des possibilités d'investir davantage dans le Nord, surtout en raison des lacunes graves en matière d'infrastructure dans cette région, mais je comprends parfaitement les limites qui existent actuellement.

Je pense que la principale conclusion qu'un grand nombre de mes collègues et moi-même tirons des discussions que nous avons eues au cours des dernières 24 heures, c'est que l'attention portée au Nord semble sincère et ne se limite pas à une simple séance de photos. Mais y aura-t-il des retombées concrètes? À titre d'habitant du Nord, je pense qu'il est essentiel d'agir dès maintenant. Je suis heureux d'avoir l'occasion de m'adresser à vous tous aujourd'hui et de poursuivre cette conversation.

C'est donc ma première impression. Il est nécessaire d'investir massivement dans l'infrastructure, mais il s'agit de savoir comment tirer parti des initiatives annoncées en ce qui concerne les investissements privés et les investissements liés aux sociétés de développement autochtones.

Et dans le cadre de la réconciliation, il s'agit de voir les possibilités de partenariats équitables et les possibilités d'investissements privés à l'échelle du pays, comme l'a mentionné l'un des autres témoins aujourd'hui, et de savoir comment tirer parti des investissements du gouvernement fédéral au-delà de ce qui a été annoncé. Nous ne pouvons pas compter sur Ottawa pour trouver toutes les réponses, et nous devons donc nous demander comment tirer parti de tout cela.

[Français]

Gabriel Ste-Marie: Merci beaucoup, c'était très clair.

Ce que je note, c'est qu'il y a un manque d'infrastructures dans votre région.

Monsieur Leuprecht, avez-vous consulté le budget présenté hier? On peut y voir qu'on alloue une importante somme à la défense, mais on n'a pas énormément de détails à cet égard. Voulez-vous réagir à cela?

Christian Leuprecht: D'abord, je vais parler des investissements dans l'Arctique. Bâtir dans l'Arctique coûte environ 10 fois plus cher que de bâtir dans le Sud. Le calcul des retombées est très différent dans le Grand Nord.

Ensuite, il faut des investissements en infrastructure dans le Nord. Les économies d'échelle sont très différentes. Si le gouvernement n'est pas là pour subventionner l'infrastructure exigée, il n'y aura pas de retombées économiques pour les investisseurs du secteur privé.

Le budget est ambitieux. Comme je le disais, il ne s'agit pas simplement d'une question d'argent, mais aussi de la façon dont on dépense cet argent. Il faut aussi adapter les politiques, les procédures et l'architecture.

Le Québec, en particulier, est partie intégrante de toute stratégie industrielle et de toute stratégie d'investissement en défense. Le Québec a, d'une part, le port le plus proche de l'Europe. Le gouvernement a déjà dit qu'il allait investir dans le Port de Montréal. D'autre part, le Québec serait indispensable si jamais on voulait investir dans l'infrastructure critique pour exporter du gaz liquéfié, en particulier, vers l'Europe. Cela doit directement passer par le Québec. On pourrait aussi faire transiter cela par le Nouveau-Brunswick et l'exporter directement de là.

Le Québec bénéficie énormément de la péréquation de la fédération canadienne. Il a donc aussi une certaine obligation de contribuer à générer des revenus pour le Canada afin de répondre aux attentes.

• (1710)

Gabriel Ste-Marie: Je vous remercie de votre réponse. Évidemment, je ne suis pas d'accord sur votre analyse de la dernière partie, mais nous allons pouvoir en débattre à un autre moment.

Madame Intson, je vais vous poser la même question.

Je ne sais pas si vous avez eu le temps de prendre connaissance du budget qui a été présenté hier, mais j'aimerais avoir vos commentaires, le cas échéant.

Katheron Intson: Pardonnez-moi de répondre à votre question en anglais. Il faut que je pratique mon français, mais je ne le ferai pas aujourd'hui ni ici.

[Traduction]

J'ai parcouru rapidement le budget et je suis d'un optimisme prudent, comme beaucoup d'autres personnes dans cette salle. Je suis ravie du montant des investissements qui seront consacrés à ce secteur.

Il reste à voir comment ce capital sera déployé sur le terrain, mais je suis d'un optimisme prudent. J'espère toutefois que nous observerons un léger retour du balancier et que nous réduirons un peu le soutien de longue date que nous offrons à la communauté internationale pour la mise au point et la production de sa propriété intellectuelle pour plutôt soutenir notre propre propriété intellectuelle, nos efforts en matière d'industrialisation et le renforcement de nos propres capacités.

Mais dans l'ensemble, je dirais que je suis d'un optimisme prudent.

[Français]

Gabriel Ste-Marie: Je vous remercie.

Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Le président: Monsieur Falk, vous avez la parole. Vous avez cinq minutes.

Ted Falk (Provencher, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Je remercie les témoins de comparaître aujourd'hui, que ce soit en ligne ou en personne.

Madame Intson, j'aimerais vous poser ma première question. Vous avez parlé de nos capacités en matière de propriété intellectuelle ici, au Canada, et vous avez précisé que tout est exporté et que personne n'en tire profit ici.

Pourriez-vous approfondir brièvement cette déclaration?

Katheron Intson: J'ai de nombreux amis qui sont des entrepreneurs incroyablement talentueux, mais qui n'ont pas réussi à attirer des investisseurs canadiens dans leur structure de capital.

Permettez-moi de revenir un peu en arrière. Le capital de risque en général est un modèle qui a fait ses preuves dans le domaine de la défense. C'est une chose dont on ne parle jamais, mais un professeur de l'Université Harvard a lancé le premier fonds de capital-risque après la Deuxième Guerre mondiale pour investir dans les technologies mises au point pendant cette guerre. Le rendement de ces investissements a donné son élan au modèle dans son ensemble.

Le Canada, l'Europe et les autres pays ont été plus lents à adopter ce type de modèle, de sorte que nous ne pensons pas à ces antécédents dans le contexte de nos dépenses de défense et de nos investissements. Nous obtiendrons un très bon rendement si nous investissons dans le secteur canadien de la défense, mais sans connaître cette histoire et sans avoir participé aux premières étapes de la création du capital-risque, nous ne comprenons pas encore cela.

Deux de mes amis canadiens, soit Matt chez Aalo et Cam chez Sentradel, sont en train de mettre sur pied des entreprises dans le secteur de la défense, et ils sont soutenus par des investisseurs américains. Ainsi, comme nous n'avons pas d'entreprises en démarrage bien financées ici, au Canada, les nouveaux talents partent aux États-Unis.

En fait, je recommande souvent de nouveaux diplômés canadiens qui ont un curriculum vitae impressionnant à des entreprises en démarrage américaines qui mettent au point des technologies de défense, car nous n'avons tout simplement pas d'occasions pour eux ici.

Ted Falk: C'est bien. Je vous remercie.

Monsieur Leuprecht, je vous remercie de votre témoignage.

En 2022, vous avez comparu devant le comité des opérations gouvernementales et vous avez fait remarquer que le simple fait d'investir de l'argent ne permet pas de résoudre tous les problèmes, et vous parliez précisément de l'approvisionnement en matière de défense. Nous savons que le budget actuel prévoit de nombreux investissements dans ce domaine. Il n'y a pas beaucoup de détails, mais l'Agence de l'approvisionnement en matériel de défense est désormais connue sous le nom d'Agence de l'investissement pour la défense.

Considérez-vous qu'il s'agit d'une solution ou pensez-vous que cela ne fera qu'ajouter un autre niveau de bureaucratie qui rendra la tâche encore plus difficile?

Christian Leuprecht: Vous savez probablement ce que le président Mao a répondu lorsqu'on lui a demandé quelle avait été la conséquence de la Révolution française. Dans sa réponse, désormais célèbre, il a dit qu'il était trop tôt pour se prononcer et qu'il fallait attendre de voir.

Je pense que, d'une part, l'Agence de l'investissement pour la défense a le potentiel de soutenir précisément les défis que Mme Intson a décrits. En effet, nous ne sommes pas doués pour soutenir les défis, surtout lorsqu'il s'agit de petites et moyennes entreprises, et surtout dans le secteur de la défense. Lorsque l'une de nos entreprises réussit, que se passe-t-il? Elle est aussitôt achetée par les Américains, et nous devenons un cadre favorable aux entreprises en démarrage qui, au bout du compte... Nous investissons l'argent des contribuables, puis l'entreprise est rachetée. Nous devons donc améliorer notre démarche.

L'Agence de l'investissement pour la défense a le potentiel de prendre en charge ces défis. Nous avons quelque chose de semblable dans le cadre du programme Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité de la Défense nationale, mais je pense que nous avons besoin d'un organisme équivalent à la DARPA américaine, c'est-à-dire une agence qui effectue des investissements à risque et à rendement élevés dans le domaine de la défense.

Au Canada, nous avons généralement une très faible tolérance au risque en matière de capital, de politique et de finances, mais si elle est bien gérée, l'Agence de l'investissement pour la défense peut changer la donne.

• (1715)

Ted Falk: Je pense que cela dépendra du mandat de l'Agence et des stratégies qui seront élaborées.

Christian Leuprecht: Si l'Agence ne sert qu'à créer des emplois dans les circonscriptions électorales d'un bout à l'autre du pays,

comme c'est souvent le cas pour ces agences de développement, je pense que quelques emplois pourraient être créés, mais cela ne générerait pas le type de transformation...

Ted Falk: Cela ne permettra pas de résoudre le véritable problème.

Christian Leuprecht: ... dont nous avons besoin, au bout du compte, pour protéger notre souveraineté.

Ted Falk: Lors de votre comparution devant le comité des opérations gouvernementales — à laquelle j'ai fait référence plus tôt —, vous avez indiqué que, selon vous, l'avion F-35 contribuera, dans une large mesure, à nos efforts en matière de dissuasion.

Êtes-vous toujours de cet avis?

Christian Leuprecht: Vous venez de soulever un point essentiel, car nous parlons de défense et d'investissement dans la défense, mais nous ne voulons pas investir dans ce domaine. Nous ne voulons pas avoir à défendre quoi que ce soit. Au bout du compte, nous voulons dissuader nos adversaires et les faire changer d'avis, car les activités de défense entraînent des coûts énormes, que ce soit sur le plan politique, économique ou social.

Les Canadiens le savent bien. Le Canada est intervenu dès le premier jour de la Première Guerre mondiale et de la Deuxième Guerre mondiale. C'est la raison pour laquelle nous savons ce qui se passe lorsque les Européens décident de mener leurs guerres jusqu'au dernier Canadien, et nous ne voulons pas revivre une telle situation. C'est la raison pour laquelle nous investissons dans la dissuasion grâce aux capacités non destructrices dont nous disposons en collaboration avec nos alliés européens. Nous pouvons leur fournir une grande partie de l'écosystème qu'ils souhaitent mettre en place.

Ted Falk: L'avion F-35 est-il un moyen de dissuasion efficace?

Christian Leuprecht: L'avion F-35 fait savoir aux États-Unis que nous sommes un allié fiable et loyal en matière de défense du continent. La défense du continent consiste à protéger notre pouvoir de décision souverain et à protéger la dissuasion nucléaire à grande échelle. Si nous ne pouvons pas protéger la dissuasion nucléaire à grande échelle, nous assisterons à une prolifération nucléaire chez nos alliés et nos partenaires. Cela ne peut en aucun cas servir nos intérêts. Le F-35 est donc indispensable pour atteindre cet objectif.

Le président: Je vous remercie beaucoup, monsieur Falk.

Madame Acan, vous avez la parole. Vous avez cinq minutes.

Sima Acan (Oakville-Ouest, Lib.): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Madame Intson, je tiens tout d'abord à vous remercier sincèrement d'être ici aujourd'hui. C'est formidable de voir une femme issue du milieu technique qui est aussi entrepreneure dans le secteur de la défense. C'est fantastique. C'est aussi mon domaine d'intérêt.

Votre entreprise, Sentinel Research and Development, représente le type d'innovation canadienne que le Comité aime explorer, car il s'agit de technologies mises au point et fabriquées au pays qui correspondent aux priorités à long terme du Canada en matière de défense et d'aérospatiale.

Pour commencer, pourriez-vous nous expliquer comment Sentinel Research and Development contribue à l'écosystème industriel de la défense au Canada et en quoi votre technologie des véhicules aériens sans pilote se distingue des systèmes conventionnels actuellement déployés ou fabriqués par des pays alliés?

Katheron Intson: Je vous remercie de vos aimables paroles.

Sentinel Research and Development s'appuie sur une longue tradition de secrets commerciaux, de main-d'œuvre qualifiée et d'expérience dans la fabrication de composites. Entre Windsor et Montréal, nous avons l'un des plus grands fabricants d'aéronefs au monde. Nous disposons du savoir-faire nécessaire — en particulier dans le type de fabrication que nous privilégions — pour mettre en place une chaîne d'approvisionnement qui favorise la croissance d'une entreprise comme la nôtre.

Nous nous concentrons sur ce que nous appelons un drone indépendant de la charge utile, ce qui signifie qu'on peut y mettre tout ce qu'on veut. Lorsque nous sommes allés sur le terrain en Ukraine, nous avons appris que la grande majorité des drones à vue à la première personne utilisés dans les attaques sont des drones commerciaux modifiés et adaptés. Au départ, ces drones ne pouvaient voler que sur quelques pieds, mais ils sont rapidement devenus capables de voler sur plusieurs centaines de pieds, sur plusieurs kilomètres et maintenant sur des centaines de kilomètres.

Nous suivons de près les progrès dans ce domaine. En fait, notre dirigeant principal de la technologie a espionné les Russes sur des chaînes Telegram pendant 18 mois pour surveiller de près leurs progrès, leurs techniques de fabrication, leurs capacités et leurs victoires sur l'Ukraine, afin de choisir le type de technologie que nous devrions perfectionner.

Nous observons également une augmentation importante dans la production de drones, en particulier des drones à décollage et à atterrissage vertical et des petits drones. Nous avons besoin d'un appareil qui se situe entre le SkyGuardian, qui a été mentionné plus tôt, et les petits drones quadricoptères de DJI. Nous avons choisi de nous concentrer sur les appareils de taille moyenne.

En plus d'une indépendance à l'égard des coûts et de la charge utile, nos appareils offrent également une très bonne performance. Au départ, notre drone a été mis au point pour s'esquiver et se retirer beaucoup plus efficacement que tout autre drone doté de capacités semblables que j'ai vu auparavant.

● (1720)

Sima Acan: Quels types de missions les véhicules aériens sans pilote de Sentinel Research sont-ils actuellement conçus pour soutenir? Pourriez-vous également nous présenter un scénario de déploiement type pour le Canada?

Katheron Intson: Encore une fois, comme ils sont indépendants de la charge utile, ils pourraient servir dans tous les types de missions, depuis les activités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance — et c'est la façon dont le Canada utilise habituellement ces drones — jusqu'à l'offensive en profondeur, qui est la principale utilisation de notre système par l'armée ukrainienne, en passant par les capacités de brouillage de la guerre électronique. Ils pourraient même servir de leurre. Nos systèmes sont conçus pour 20 types de missions différents. Tout dépend de l'utilisateur.

Nous n'en sommes qu'aux premières discussions avec les Forces armées canadiennes à ce sujet, car nous avons concentré notre attention sur l'Ukraine, où les besoins sont les plus importants et les plus urgents. Nos discussions avec les forces armées ont été très informatives quant à la façon dont elles envisagent un appareil qui se situerait entre les drones à usage unique et les drones qui reviennent plusieurs fois.

Nous avons commencé à penser à des drones d'attaque à usage unique, mais nous avons également déployé la grande majorité de notre capital pour produire des drones qui volent pendant des centaines de milliers d'heures. Il s'agit de trouver quelque chose entre les deux. Au Canada, nos drones seront entre les drones qui mènent des activités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance et les drones d'attaque. Leurs caractéristiques dépendront de chaque mission.

Sima Acan: Votre entreprise a seulement environ deux ans, mais vous avez tout de même accompli des progrès très importants. J'ai vu votre produit. En mettant au point des plateformes évolutives munies d'applications de défense, vous avez réalisé des percées étonnantes.

Les petites et moyennes entreprises canadiennes font face à des obstacles dans ce domaine. Elles ont notamment des difficultés à avoir accès au capital et à étendre la fabrication de pointe à grande échelle...

Le président: Madame Acan, je dois faire une courte intervention.

Le temps qui vous était imparti est écoulé, mais les libéraux auront droit à une dernière série de questions. Je dois maintenant donner la parole au Bloc québécois. Vous pouvez discuter avec vos collègues pour déterminer si vous poserez cette question plus tard si vous avez une autre série de questions. Si je vous laisse poursuivre maintenant, nous allons dépasser le temps imparti.

[Français]

Merci beaucoup.

Monsieur Ste-Marie, vous avez la parole.

Gabriel Ste-Marie: Merci, monsieur le président.

Madame Acan, je suis désolé.

J'aimerais poser une question à M. Hendriksen et à son collègue le directeur municipal M. Van Dine.

Selon vous, quelles sont les plus importantes lacunes technologiques et industrielles pour ce qui est d'appuyer les opérations de défense dans l'Arctique, y compris au chapitre de la surveillance, de la logistique et de l'infrastructure énergétique? Que répondriez-vous à cela, dans le contexte du Nord?

[Traduction]

Ben Hendriksen: Je vais répondre en premier, puis je céderai la parole à M. Van Dine.

Tout d'abord, je tiens à souligner que les investissements que nous voyons actuellement sont les investissements les plus importants depuis plus d'une génération. C'est extrêmement positif. Nous devons maintenant reconnaître les lacunes actuelles en matière d'infrastructure.

Comme vous venez de le mentionner, l'électricité est un enjeu très important aux Territoires du Nord-Ouest. Comme les membres du Comité le savent peut-être, nous ne sommes pas connectés au reste du réseau nord-américain, tout comme le Nunavut et le Yukon. Cela crée des défis importants pour les collectivités et l'industrie.

Nous discutons régulièrement avec nos collègues des Forces armées canadiennes et ceux de la Force opérationnelle interarmées pour le Nord, et... Lorsque ces investissements seront effectués, il faut s'assurer qu'ils répondent aux besoins des collectivités et qu'ils servent à des usages doubles et multiples. Les habitants de Yellowknife et du Nord voudront tirer des avantages pour eux-mêmes parallèlement aux avantages militaires, afin de garantir que la sécurité et la souveraineté se concrétisent pour tout le monde.

L'énergie est certainement un enjeu très important. Pour le transport du matériel, il faut des routes et des routes qui mènent aux petites collectivités. Yellowknife dispose d'une route. Il s'agit d'une seule route pour entrer et sortir de la ville, ce qui crée des problèmes logistiques.

Pour les télécommunications, une seule ligne à fibre optique connecte la ville, et nous sommes inquiets à l'idée de la perdre encore une fois, comme cela a failli se produire en 2023. D'autres collectivités l'ont perdue en 2023, à cause des incendies de forêt.

Ce sont donc les besoins immédiats. Nous nous en sortons bien au quotidien, mais dès qu'une menace pèse sur ces infrastructures essentielles, nous n'avons pas de solution de secours.

Monsieur Van Dine, je vous cède la parole si vous souhaitez ajouter quelque chose.

• (1725)

Le président : Je vais devoir passer au prochain intervenant.

Monsieur Van Dine, si un député veut vous donner l'occasion de fournir cette réponse, il pourra certes le faire.

[Français]

Gabriel Ste-Marie : Monsieur le président, j'aimerais remercier les témoins et leur demander de nous faire parvenir leurs réponses par écrit.

Le président : Absolument, ils peuvent toujours envoyer leurs réponses par écrit au Comité.

[Traduction]

À vous la parole, monsieur Guglielmin.

Michael Guglielmin (Vaughan—Woodbridge, PCC) : Merci, monsieur le président.

Monsieur Leuprecht, vous avez écrit par le passé que le Canada a laissé ses instruments de gouvernance étatique se dégrader, ce qui nous a empêchés d'intervenir de manière décisive à l'étranger. Vous avez par ailleurs indiqué assez directement que les gouvernements ont laissé des groupes politiques nationaux dicter leurs choix en matière de politique étrangère et de défense.

Croyez-vous que cette façon de faire a influé sur les priorités d'approvisionnement de notre pays? Selon vous, quel tort cela a-t-il causé à l'état de préparation opérationnelle des Forces armées canadiennes?

Christian Leuprecht : Je pense que nous concevons nos politiques en procédant à contresens. Nous élaborons toute une série de politiques et nous espérons qu'elles se traduiront comme par magie par une grande stratégie pour le pays. D'autres pays se sont donné une stratégie en matière de sécurité nationale, puis élaborent une série de politiques de moins grande envergure pour s'arrimer à cette stratégie.

Comme vous le savez sans doute, notre stratégie remonte à 2004. Le monde a beaucoup changé depuis, si bien qu'il serait peut-être bon d'établir une cible commune et de mieux coordonner nos efforts. Sinon, le tout ne sera jamais plus grand que la somme de ses parties, et nous allons devoir vivre avec cet illogisme.

Michael Guglielmin : Vous avez également souligné à quel point le développement des infrastructures dans le Nord est essentiel à notre sécurité nationale. L'établissement d'une base permanente dans le Nord renforcerait-il notre souveraineté et notre présence économique?

Christian Leuprecht : Comme viennent de le dire nos collègues du Nord, je pense que lorsque nous traitons de défense et de sécurité dans le Sud, le son de cloche est très différent de ce que nous pouvons entendre en sondant les populations locales dans le Nord. Je crois que nous avons également pu entendre que les collectivités du Nord ne sont pas très résilientes. Il va de soi qu'il nous incombe, dans le cadre de notre stratégie industrielle de défense, de nous assurer de pouvoir compter sur des collectivités nordiques résilientes qui peuvent résister non seulement à la menace cinétique à laquelle nous sommes confrontés dans ce pays maintenant que le Nord est en jeu, mais aussi aux risques d'ingérence étrangère et à la mise en péril de notre tissu social, une menace très active et concrète, non seulement dans le Sud, mais aussi dans le Nord.

Michael Guglielmin : Merci.

Madame Intson, pensez-vous que la stratégie industrielle de défense actuelle en fait assez pour intégrer les petites et moyennes entreprises dans les chaînes d'approvisionnement?

Katheron Intson : Non, tout simplement parce que...

Michael Guglielmin : Que proposeriez-vous, si on vous demandait de nous en dire plus?

Katheron Intson : Encore une fois, je pense que c'est quelque chose... Je suis désolée d'insister sur ce point, mais nous devons nous concentrer moins sur l'intégration des petites entreprises canadiennes et plus sur l'intégration de la propriété intellectuelle canadienne souveraine pour en faire l'épine dorsale de notre travail. J'espère que vous pouvez voir la logique derrière tout cela. Cela ne veut pas dire que je pense que les petites entreprises devraient être laissées pour compte, mais plutôt qu'il est essentiel d'axer davantage nos efforts sur le renforcement de nos capacités souveraines et de notre propriété intellectuelle dans le domaine de la défense d'une manière générale.

Michael Guglielmin : Dans votre déclaration préliminaire, vous avez parlé de l'innovation canadienne. Selon vous, quelles leçons pouvons-nous tirer de l'expérience de nos alliés en matière d'approvisionnement rapide dans ce domaine, notamment pour ce qui des solutions issues de l'innovation?

• (1730)

Katheron Intson : Je considère les plateformes ukrainiennes KOROVAI et Brave1 comme des exemples remarquables de la façon dont l'Ukraine a su modifier ses mécanismes en place pour permettre un prototypage et un approvisionnement accélérés dans un contexte d'évolution rapide des conditions de guerre. C'est le genre de résultats que nous devons rechercher.

Je tiens à préciser une chose. Tout le monde se montre sévère en jugeant notre approvisionnement inefficace, mais il ne faut pas oublier que la guerre a changé très rapidement avec l'introduction des véhicules aériens sans pilote. La dernière fois qu'un tel changement est survenu, c'est lorsque l'artillerie a fait son apparition, une transformation qui s'est étalée sur plus de 300 ans. Les drones à pilotage immersif ont été introduits il y a 10 ans à peine, et nous devons adapter notre approvisionnement très rapidement.

Je dirais que nous pouvons tirer des leçons de l'Ukraine. Je sais aussi par exemple que le commandement de guerre américain modifie également ses modèles d'approvisionnement de manière à permettre en fait de procéder plus rapidement à la reproduction, au prototypage et au réapprovisionnement de ses équipements en fonction des besoins.

Michael Guglielmin: Merci beaucoup.

Monsieur Leuprecht, très rapidement, en ce qui concerne l'aversion au risque dont nous discutons un peu plus tôt, en quoi, selon vous, cela a pu avoir une incidence négative... ou estimez-vous que cela a pu contribuer d'une manière ou d'une autre à la paralysie de nos approvisionnements?

Christian Leuprecht: Eh bien, cela n'a certes pas favorisé l'innovation en matière de défense. L'armée ukrainienne a maintenant un cycle d'innovation de six à huit semaines, alors que le nôtre est de deux ans.

Nous n'allons pas sortir vainqueur avec un cycle d'innovation aussi long. Comme M. Intson l'a souligné, il faut changer toute la structure qui sous-tend la façon dont nous pensons, finançons et acquérons l'innovation et dont nous déterminons ce que nous achetons exactement. Est-ce que nous achetons des drones, ou est-ce que nous acquérons la propriété intellectuelle et les algorithmes qui font fonctionner les plateformes?

Michael Guglielmin: Merci.

Le président: Madame Acan, vous disposez de cinq minutes.

Sima Acan: Merci beaucoup.

Je reviendrai à vous s'il me reste du temps, madame Intson.

Monsieur Leuprecht, merci beaucoup de comparaître à nouveau aujourd'hui. Je suis heureuse de vous revoir.

Vous avez mentionné que les problèmes de l'industrie de la défense ne sont pas nouveaux. Ils perdurent depuis 20 à 25 ans. J'aimerais connaître votre position aujourd'hui après avoir vu le budget et les investissements considérables dans notre défense afin de bâtir « Notre Nord, fort et libre » et l'industrie de la défense de notre pays. Que pensez-vous du budget d'hier et de notre engagement à investir dans la défense?

Christian Leuprecht: Comme vous le savez, nous ne sommes pas uniques. De nombreux alliés européens se retrouvent dans la même situation que nous face à un monde qui a évolué beaucoup plus rapidement que leur volonté d'investir dans des instruments de gouvernance étatique. Il n'en demeure pas moins qu'en tant qu'alliés, nous avons accumulé un déficit collectif de 20 billions de dollars au fil des 35 dernières années par rapport aux investissements consentis par les États-Unis. Si nous jugeons nécessaire d'exercer davantage notre souveraineté, comme nos alliés américains souhaitent également que nous le fassions, nous n'aurons d'autre choix que de combler une partie de ce manque à gagner et de ces retards que nous accusons.

Je suis encouragé par ce qui est proposé, mais je le serais bien davantage si le gouvernement faisait, tout au moins en matière de défense, ce que font nos principaux alliés — la Norvège, la France et l'Australie, par exemple — en élaborant une politique de défense multipartite afin que, peu importe qui est pouvoir, nous soyons généralement d'accord sur la trajectoire à suivre. Je pense que cela envoie également un signal à notre population tout en nous procurant l'acceptabilité sociale à l'égard des types d'investissements que les gouvernements cherchent à faire pour garantir la souveraineté du pays.

Sima Acan: Merci beaucoup, monsieur Leuprecht.

Madame Intson, comme je le disais, Sentinel Research and Development a vu le jour il y a quelques années à peine, mais vous avez déjà réalisé de grands progrès dans la mise au point de plateformes évolutives pour accueillir les applications de la défense. Par le passé, les PME canadiennes se sont heurtées à des obstacles dans ce domaine, en particulier pour ce qui est de l'accès au capital et du développement de la fabrication de pointe. Grâce à notre budget et à nos plans, nous prévoyons surmonter ces obstacles pour notre industrie.

Pourriez-vous nous dire ce qui a permis à votre entreprise d'agir rapidement et quels seraient les enseignements à tirer ou les mesures de soutien à offrir absolument, selon vous, pour que d'autres innovateurs puissent aspirer à en faire autant?

Katheron Intson: Sans reprendre trop d'éléments de mon allocution d'ouverture, je dirais que notre priorité absolue est de valider la taille du marché. Lorsque des entrepreneurs canadiens approchent des investisseurs internationaux, en particulier pour du capital de risque... Les investisseurs de capital de risque veulent miser sur de petites entreprises qui ont des marchés d'au moins un milliard de dollars, même si elles n'ont peut-être pas tous les contrats qui en feraient des entreprises d'un milliard de dollars à ce moment-là.

Nous devons nous assurer d'avoir un marché d'un milliard de dollars avant de pouvoir approcher les investisseurs, et c'est vrai tant au Canada qu'à l'étranger.

En ce qui concerne les investisseurs, et cela vaut tant pour les investisseurs gouvernementaux que les investisseurs institutionnels, il faut s'assurer que le marché est suffisamment grand. Nous avons dû pour notre part déployer des efforts considérables aussi bien pour le développement du commerce international que pour notre stratégie d'investissement international. Je pense que cela répond en grande partie à votre question.

• (1735)

Sima Acan: Oui, merci.

Quel rôle les universités ou les établissements de recherche jouent-ils dans votre filière d'innovation ou dans celle de tout autre innovateur en matière de défense?

Katheron Intson: Je suis très enthousiaste à l'idée de travailler avec des universités canadiennes à des projets spéciaux, notamment en matière d'intelligence artificielle et de robotique. C'est de là que viendront les talents qui nous permettront de générer le genre de propriété intellectuelle recherché. Une partie de notre propriété intellectuelle actuelle a été créée grâce aux talents que nous avons déjà à l'interne, mais j'ai plusieurs projets en tête avec des établissements canadiens et, en fait, des laboratoires de recherche bien précis afin de mieux parvenir à transformer tous ces travaux en propriété intellectuelle pour les entreprises canadiennes.

Sima Acan: Merci beaucoup.

Me reste-t-il du temps?

Le président: Non.

Vous avez posé de bonnes questions.

Chers collègues, nous allons devoir nous arrêter ici. Nous avons légèrement dépassé le temps imparti, si bien que nous ne pourrions faire les trois derniers tours de questions prévus lors de la deuxième heure. Je vous le rappellerai le moment venu.

Merci beaucoup aux témoins qui se sont joints à nous virtuellement et dans la salle aujourd'hui. Nous vous sommes très reconnaissants de vos observations. C'est bien sûr une période extrêmement importante pour la défense du Canada, et il nous a été très utile de bénéficier de vos conseils et de votre expertise pour guider nos échanges sur notre stratégie industrielle. Alors, merci beaucoup.

Nous allons suspendre brièvement la séance, le temps que les prochains témoins s'installent.

• (1735) _____ (Pause) _____

• (1740)

Le président: Chers collègues, nous entreprenons maintenant la deuxième heure de notre réunion.

Nous accueillons trois témoins qui comparaissent à titre personnel. De l'Institut Macdonald-Laurier, Richard Shimooka, agrégé supérieur; du Defence, Security & Resilience Bank Development Group, Kevin Reed, président; et de l'Université Carleton, Philippe Lagassé, professeur agrégé.

Je tiens d'abord à souligner que M. Lagassé est le témoin le mieux vêtu que nous ayons reçu au Comité de l'industrie. Il nous a dit qu'il va participer à un gala plus tard dans la journée, mais je n'en crois rien.

Je tiens également à noter qu'il y a environ 22 ans, un jeune Ben Carr était sur le point d'échouer en philosophie politique à l'Université Carleton, et un certain Phil Lagassé un peu plus jeune était là pour lui tenir la main et s'assurer qu'il pouvait comprendre ce dont le professeur parlait. C'est grâce à lui que je suis ici aujourd'hui. Ne lui en tenez pas rigueur, s'il vous plaît.

Monsieur Lagassé, nous allons commencer par vous. Vous disposez de cinq minutes pour nous faire part de vos observations préliminaires.

• (1745)

[Français]

Philippe Lagassé (professeur agrégé, Carleton University, à titre personnel): Merci, monsieur le président.

Je remercie le Comité de m'avoir invité à témoigner. Ce soir, mes remarques porteront principalement sur les compromis que le Canada doit faire dans le cadre de l'élaboration de la stratégie industrielle de défense.

Ces compromis concernent trois aspects, soit les alliances et l'avantage opérationnel; la souveraineté et l'industrie; et les finances. Je souhaite me concentrer sur ces compromis, car ils n'ont pas été correctement pris en compte dans le débat national sur les nouveaux investissements dans la défense.

[Traduction]

J'aimerais me concentrer sur ces compromis, car nous avons été malavisés de ne pas en tenir compte. Alors que nous nous apprêtons à réaliser d'importants investissements dans la défense, nous devons être conscients des coûts de renonciation auxquels nous sommes confrontés.

Commençons par les compromis entre nos alliances et notre avantage opérationnel, d'une part, et notre souveraineté nationale et notre industrie, d'autre part. Nous devons être conscients que le fait de nous éloigner des capacités américaines aura probablement une incidence sur l'interopérabilité des alliés avec l'armée américaine et sur notre capacité à conserver un avantage opérationnel par rapport à des concurrents de même niveau, tels que la Chine et la Russie. La raison en est simple: aucun autre allié ne dépense autant dans les technologies militaires de pointe, et l'interopérabilité de l'OTAN s'appuie souvent sur des systèmes soutenus par les États-Unis.

[Français]

Le renforcement des capacités souveraines canadiennes et des capacités industrielles nationales sera coûteux et se traduira, dans de nombreux cas, par des capacités moins avancées. Prenons l'exemple d'un nuage souverain. Sa création sera coûteuse et nous laissera avec des capacités inférieures à celles des services nuagiques offerts par les principaux fournisseurs américains, tels que Amazon Web Services, ou AWS.

Dans le domaine de la défense en particulier, un nuage véritablement souverain réduirait également notre interopérabilité avec les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, qui dépendent principalement des fournisseurs américains.

[Traduction]

Reconnaître cette réalité ne signifie pas dénigrer le savoir-faire ou l'ingéniosité canadiens. Des entreprises comme AWS dépensent tout simplement beaucoup plus et sont nettement plus avancées dans ce domaine. Je ne dis pas non plus qu'un nuage souverain est une mauvaise politique. Le contrôle de nos propres données est, toutes choses étant égales par ailleurs, une bonne idée. Nous devons toutefois être lucides. Il y a des compromis à faire, et nous devrions être suffisamment matures pour les reconnaître.

Cependant, se concentrer uniquement sur nos alliances et l'avantage opérationnel à ses propres coûts en matière de souveraineté. Le Canada a consacré plus de 75 % de son budget d'investissement dans la défense à des capacités américaines, car on offrait ainsi aux Forces armées canadiennes des capacités avancées et interopérables à un coût relativement faible. Cela signifie toutefois que nous ne disposons pas d'autant de capacités souveraines que nous le souhaiterions ou que nous en aurions besoin actuellement.

[Français]

La construction navale constitue une exception. Le Canada a décidé de mettre l'accent à la fois sur la technologie de pointe et la capacité souveraine dans la construction du destroyer de classe River. Comme les critiques ne manquent pas de le souligner, cette approche s'est par contre avérée très coûteuse.

À l'avenir, le Canada pourrait choisir de maximiser sa capacité souveraine dans de nombreux autres domaines. Cela serait bénéfique pour l'économie canadienne et favoriserait la croissance économique, mais cela pourrait réduire les capacités et l'interopérabilité des Forces canadiennes.

[Traduction]

Nous pourrions aussi essayer de trouver le juste équilibre entre les avantages opérationnels, la souveraineté et les coûts. Cette approche serait particulièrement efficace pour les missions axées sur la défense du Canada, plutôt que pour celles menées aux côtés des États-Unis et d'autres alliés à l'étranger. Je dirais que cette approche équilibrée devrait être notre objectif dans le cadre de la stratégie industrielle de défense, mais nous devons reconnaître que ce ne sera pas facile à réaliser.

[Français]

Il faut également reconnaître que, pour soutenir une capacité souveraine à long terme, on doit, dans certains cas, garder des chaînes de productions ouvertes et acheter du matériel dont les Forces canadiennes n'ont peut-être pas besoin. Dans d'autres cas, on doit être prêt à vendre de l'équipement militaire à des régimes qui n'ont pas nécessairement les mêmes valeurs que le Canada ni les mêmes engagements en matière des droits de la personne et de démocratie.

• (1750)

[Traduction]

Telles sont les réalités qu'un pays de la taille du Canada doit accepter pour maintenir à flot une base industrielle de défense. J'encourage le Comité à examiner l'expérience française à cet égard à titre d'exemple des moyens à mettre en œuvre pour maintenir une base industrielle de défense dynamique.

En résumé, la stratégie industrielle de défense offre au Canada d'énormes possibilités, mais elles s'accompagnent toutes de coûts de renonciation.

Merci.

[Français]

Le président: Merci, monsieur Lagassé.

[Traduction]

Monsieur Reed, vous avez la parole pour les cinq prochaines minutes.

Kevin Reed (président, Defence, Security & Resilience Bank Development Group): Merci, monsieur le président.

Monsieur le président et distingués membres du Comité, je vous suis reconnaissant de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui.

Je suis président du groupe de développement de la banque DSR. J'ai grandi dans la magnifique ville de Belleville et, comme la plupart des enfants canadiens de ma région, je voulais jouer dans la LNH. Comme vous pouvez le constater, je n'y suis pas parvenu. La vie m'a mené dans une direction complètement différente, et c'est pourquoi je me retrouve aujourd'hui devant vous.

Il y a de cela bien longtemps, alors que je jouais au hockey à l'Université d'Ottawa, tout près de celle de Carleton, j'ai été l'un des rares Canadiens à se dire: « Je veux créer une banque », et c'est exactement ce que j'ai fait. J'ai été le cofondateur, le vice-président, le PDG et le président d'Equity Transfer and Trust Company, une entité réglementée par le Bureau du surintendant des institutions financières, l'une des nombreuses entreprises que j'ai mises sur pied. J'ai également été colonel honoraire au sein des Forces armées canadiennes pendant neuf ans, et j'ai eu l'occasion d'occuper le poste de consul général honoraire de la République de Singapour au Canada.

Je suis ici aujourd'hui au nom du groupe de développement de la banque DSR, qui est chargé de concevoir le cadre juridique, financier et opérationnel de ce qui deviendra la première institution financière multilatérale au monde dédiée à la défense, à la sécurité et à la résilience. Elle sera créée d'ici la fin 2026 par le truchement d'une charte ratifiée par ses pays fondateurs et prendra de l'expansion pour inclure 40 pays membres, dont nos alliés de l'OTAN et de la région indo-pacifique.

Le plan directeur de cette banque multilatérale de développement a été élaboré par Rob Murray, notre PDG. C'est également à M. Murray que l'on doit le plan directeur du Fonds d'innovation de l'OTAN, qui a été évoqué hier dans le budget, si je ne m'abuse, ainsi que celui du groupe DIANA de l'OTAN, qui compte deux accélérateurs d'innovation et plus de 10 centres d'essai régionaux au Canada.

La banque DSR sera une institution multilatérale de prêt capable de déployer à l'échelle planétaire, avec envergure et discipline, des capitaux à long terme afin de donner suite aux priorités en matière de sécurité nationale et de défense. Nos principaux partenaires lors de notre lancement en 2025 étaient la Banque Royale du Canada, J.P. Morgan, Deutsche Bank, ING, Natixis, Commerzbank et LBBW, et nous en ajouterons quelques autres au mois de novembre.

Pour le Canada, le moment ne saurait être mieux choisi pour une telle initiative. L'intention déclarée du gouvernement de faire passer les investissements en faveur de la défense et de la résilience de 1,37 % du PIB l'année dernière à 5 % d'ici 2035 représente l'une des entreprises industrielles les plus ambitieuses de l'histoire récente du Canada.

Comme l'a souligné le premier ministre, l'objectif de conserver au Canada 75 cents de chaque dollar consacré à la défense en fait non seulement un impératif de sécurité nationale, mais aussi l'occasion économique d'une génération.

Comme l'ont à juste titre soulevé ce comité et d'autres avant lui, la question consiste à savoir comment le Canada s'y prendra pour transformer son ambition en capacité concrète.

Dans tous les pays alliés, les contraintes sont les mêmes: les plafonds de dépense, les pressions en faveur de l'équilibre budgétaire et les cadres réglementaires, tels que Bâle III et Bâle IV qui entrera en vigueur d'ici 2030, ont rendu difficile l'octroi de prêts au secteur de la défense.

Les capitaux privés sont largement absents de l'industrie de la défense depuis des décennies. La banque DSR vise justement à combler cette lacune. Structurée comme une institution souveraine notée AAA, elle permettra aux pays participants de mettre en commun des capitaux. La banque fera ensuite fructifier ces capitaux d'apport et exigibles sur les marchés financiers privés, en mettant notamment à contribution nos fonds de pension canadiens — qui, je le sais, font l'objet de nombreuses discussions quant à la manière dont nous pouvons les réintroduire sur le marché canadien — de telle sorte que les banques commerciales en viennent à pouvoir offrir toute la gamme courante des facilités de crédit aux entreprises de défense et aux PME qui sont essentielles à nos chaînes d'approvisionnement.

Pour le Canada, les avantages financiers sont indéniables. Si le Canada souscrivait à cette banque à hauteur de 10 milliards de dollars, 2 milliards devraient être versés sur une période de quatre ans, et 8 milliards seraient exigibles, ce qui générerait au moins 50 milliards de dollars de capacité de financement par l'intermédiaire des banques commerciales canadiennes, et ce, sans augmenter la dette souveraine. Les contributions sont traitées comme des immobilisations et sont également prises en compte dans le calcul des engagements financiers envers l'OTAN.

Les PME et les fournisseurs canadiens du secteur de la défense auront ainsi accès à du crédit qui n'existe pas aujourd'hui pour prendre de l'expansion, investir et automatiser leurs activités.

• (1755)

Le Canada peut et doit diriger les négociations relatives à cette charte. Le Canada devrait également insister pour que le siège mondial de la banque DSR se situe ici, au Canada.

Ce siège social — si les pays fondateurs choisissent de l'établir au Canada — générerait 3 500 emplois dans le secteur des finances en matière de défense. J'insiste sur le mot « finances ». Cela créerait une grappe au sein de nos alliés. Le Canada a une réelle occasion non seulement de jouer un rôle de chef d'orchestre, mais également de mener le bal en matière de financement de la défense dans le monde.

Pour conclure, j'ai remis au Comité un mémoire qui démontre la valeur absolue de la banque DSR pour le Canada.

J'ai trois éléments clés à mentionner, puis j'aurai terminé, monsieur le président.

C'est le moment pour le Canada d'être un chef de file au sein de l'OTAN et avec nos alliés en matière de financement de la défense. Le Canada a le leadership voulu. Nous sommes connus pour notre prudence financière et nous avons l'appui de beaucoup d'autres pays si nous choisissons de prendre les rênes.

Les capitaux du secteur privé doivent suivre la stratégie industrielle de défense au cœur de la discussion d'aujourd'hui, mais cela ne sera possible qu'avec l'appui des détenteurs du capital canadien à l'égard de cette stratégie. Nous savons comment aller les chercher et c'est ce que nous allons faire.

Mon dernier point est en fait une question: pourquoi ne le ferions-nous pas?

Monsieur le président, je vous redonne la parole.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Reed.

Monsieur Shimooka, vous avez cinq minutes.

Richard Shimooka (agréé supérieur de recherche, Macdonald-Laurier Institute, à titre personnel): Merci beaucoup de me permettre de prendre la parole aujourd'hui.

Pour bien comprendre la base industrielle de défense d'aujourd'hui, il faut se rappeler qu'elle est le produit de plus de cinq décennies d'inattention aux besoins réels du Canada en matière de défense. À l'instar des Forces armées canadiennes, elle n'est pas prête à faire face aux menaces auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui.

Cela m'amène à un point essentiel, que je vais répéter encore et encore: la stratégie industrielle de défense doit être subordonnée à la politique de défense du pays, et non l'inverse. C'est l'élément es-

sentiel qui manque de plus en plus cruellement depuis les années 1960. L'écart ahurissant entre les besoins du Canada en matière de défense et les ressources affectées pour y répondre a eu des conséquences néfastes sur la base industrielle de défense. Les entreprises du domaine ont perdu un signal de demande stable et le financement qui leur aurait permis de répondre aux besoins du pays en matière de défense.

Cette erreur a des conséquences claires. Premièrement, on observe un cycle d'expansion et de ralentissement dans de nombreux secteurs de la défense. Cela a été particulièrement prononcé dans la construction navale. Bien des entreprises ont complètement quitté le marché de la défense ou n'ont pas modernisé leurs systèmes de production; d'autres se sont tournées vers les marchés étrangers pour trouver des revenus. À l'heure actuelle, environ la moitié de l'activité industrielle de défense au pays est liée à l'exportation. Du lot, 60 % est destinée aux États-Unis, aux termes des contrats de production de défense existants et en raison de la taille et de la stabilité du marché aux États-Unis.

De façon générale, les entreprises se sont spécialisées et sont devenues des fournisseurs de sous-composantes plutôt que de systèmes finis. On parle ici de quelques-unes des principales entreprises de défense du Canada sur le plan de l'innovation et des parts de marché, mais elles ne sont pas bien placées pour répondre aux besoins du Canada en matière de défense. Pour certaines choses, toutefois, le Canada a des entreprises de défense très présentes sur le marché mondial, et nous devons les protéger.

Le gouvernement a pris de bonnes mesures initiales, mais les écueils s'annoncent nombreux. Je sais qu'il y a une grande volonté de renforcer notre souveraineté en la matière, mais les tendances dans le développement des ressources militaires vont dans la direction opposée depuis longtemps, vers une intégration plus étroite grâce à nos réseaux sur le champ de bataille et à nos systèmes de traitement des données. Les décisions doivent désormais se prendre en quelques millisecondes, et les lenteurs se traduiraient par des batailles et des vies perdues.

Je comprends la situation politique dans laquelle le Canada se trouve par rapport à notre voisin du Sud aujourd'hui, mais nous devons faire attention de ne pas aller trop loin. Nous sommes profondément intégrés à ses systèmes militaires et à ses chaînes d'approvisionnement.

J'observe qu'il n'y a pas de voie viable, pour le Canada, vers l'autarcie industrielle en matière de défense. Nos besoins sont vastes. Nous devons choisir soigneusement ce dans quoi nous investissons. Il serait périlleux d'aspirer à une trop grande indépendance: non seulement les coûts seraient astronomiques, mais cela risquerait de nuire à la compétitivité de notre base industrielle en plus de rendre l'armée canadienne beaucoup moins efficace.

Néanmoins, il y a des choses pour lesquelles les entreprises canadiennes jouissent d'avantages comparatifs, et nous aurions tout intérêt à les exploiter. Il pourrait être viable de nous joindre aux programmes de nos alliés au moyen d'investissements canadiens et de l'intégration de nos entreprises, mais nous devons être prudents. Bon nombre de nos alliés ont des bases industrielles de défense très protectionnistes et inefficaces. Malgré leur compétitivité, les entreprises canadiennes auront du mal à prospérer sur ces marchés.

Cela m'amène à un autre élément clé. Si le gouvernement veut offrir plus de débouchés à notre base industrielle de défense, il doit s'investir dans des programmes de développement très tôt et être prêt à prendre des risques calculés, en sachant qu'il y aura des ratés. Les récents changements apportés aux exemptions au titre de la sécurité nationale sont un premier pas dans la bonne direction, mais il faut en faire plus.

Dans le même ordre d'idées, je pense que nous avons aussi besoin d'une vaste refonte de notre régime de propriété intellectuelle, un outil qui pourrait être névralgique pour le Canada pour améliorer le rendement de sa base industrielle de défense. Nous avons besoin de souplesse et devons savoir quand obtenir la propriété intellectuelle, la développer ou y renoncer. C'est un art que le gouvernement doit apprendre à maîtriser.

De plus, notre système d'innovation en matière de défense est largement défaillant. Il est crucial de l'améliorer bien au-delà de ce qui est envisagé actuellement. Je comprends que nous n'en sommes qu'au début des efforts du gouvernement pour réformer le secteur, mais les défis sont immenses et profondément enracinés. Il est essentiel de bien faire les choses.

Nos concurrents ont de nombreux avantages, mais aucun n'est plus évident que leur capacité de produire davantage que nos propres entreprises de défense. Par conséquent, l'innovation est assez universellement considérée comme l'un des principaux catalyseurs afin de permettre aux États alliés de maintenir leur avantage militaire. L'adaptation et les changements technologiques rapides nécessaires pour réagir sur un champ de bataille hautement dynamique et mortel sont devenus les atouts déterminants des systèmes militaires émergents. Cependant, le Canada et ses entreprises de défense sont loin derrière leurs pairs sur ce plan. Nos investissements sont beaucoup trop faibles, malgré les récentes annonces budgétaires, et il n'y a pas vraiment moyen de mettre de nouvelles technologies entre les mains du personnel des Forces canadiennes. Dans d'autres pays, on appelle souvent cela la vallée de la mort. Au Canada, c'est un gouffre.

Les services militaires contournent même les voies d'innovation du gouvernement en réaffectant des fonds d'autres postes budgétaires pour concevoir et acquérir des systèmes qu'ils jugent essentiels. Le cadre doit être beaucoup plus souple afin qu'on puisse pleinement tirer parti de nos capacités de production industrielle de défense.

● (1800)

Enfin, il faut reconnaître que le temps nous manque.

Comme je l'ai dit, nous aurions besoin de combler très vite les grandes lacunes qu'on observe dans nos capacités; cependant, la base industrielle de défense canadienne aura du mal à se développer assez vite pour répondre à tous ces besoins. Le développement prendra des décennies. Nous devons le reconnaître et prévoir une stratégie en deux volets pour régler ces deux problèmes. Le Canada doit acquérir certaines ressources dès maintenant, mais aussi poursuivre le développement de son industrie à plus long terme lorsque cela vaut la peine. Si nous essayons de faire d'une pierre deux coups, comme le dit le proverbe, nous sommes presque certains de rater les deux cibles.

Je vais m'arrêter là. Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Shimooka.

Chers collègues, nous allons passer à nos séries de questions.

Comme je l'ai mentionné au début, étant donné que nous avons largement dépassé le temps imparti, il y aura deux questions des conservateurs, deux des libéraux et une du Bloc.

Monsieur Falk, vous avez la parole pour six minutes.

Ted Falk: Merci, monsieur le président.

Dans ce cas, je vais partager mon temps de parole avec M. Guaglielmin.

Je remercie les témoins de leurs témoignages d'aujourd'hui et des précieux renseignements fournis au Comité.

Monsieur Shimooka, j'aimerais commencer par vous. Vous avez beaucoup parlé de nos pairs et de nos alliés. Pouvez-vous comparer notre système d'approvisionnement à certains des leurs? Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ce à quoi cela ressemble — en quoi nos systèmes diffèrent-ils, en quoi sont-ils efficaces ou non?

Richard Shimooka: Bien sûr.

Je pense qu'il faut d'abord reconnaître que nous avons considérablement tardé à entreprendre de moderniser notre défense. Beaucoup de nos alliés ont entamé ce processus vers 2015, en réponse à l'invasion russe en Crimée et après le sommet du Pays de Galles.

Les États-Unis et l'Australie ont essayé de simplifier des pans importants de leurs systèmes. Ils ont déterminé que les nouvelles technologies étaient essentielles à la compétitivité de leurs capacités militaires. Ils ont créé de nouveaux canaux en quelque sorte pour court-circuiter certains des problèmes.

Aux États-Unis, on voit qu'il y a d'autres autorités transactionnelles, comme ce qu'on appelle le programme 804 et un modèle d'acquisition intermédiaire. L'objectif est de déterminer quand il est possible d'acquérir quelque chose très rapidement, afin de le soustraire à une partie du processus établi — aux États-Unis, il s'agit des règles fédérales en matière d'acquisition — pour pouvoir mettre un outil X entre les mains de ce que j'appellerais un combattant beaucoup plus rapidement.

Je pense que c'est un obstacle auquel nous nous heurtons depuis longtemps au Canada. La création de l'Agence de l'investissement pour la défense vise à régler ce problème, en partie, mais je pense que ce que nos alliés ont fait, dans une certaine mesure, c'est de réformer le fonctionnement fondamental de leur système en entier, plutôt que de simplement créer des mécanismes distincts, parce qu'ils se sont rendu compte que c'était une bonne façon d'intégrer de nouvelles technologies novatrices.

On commence à le voir en ce moment aux États-Unis. La FoRGED Act et la SPEED Act, qui sont actuellement à l'étude au Congrès, visent vraiment à créer un système beaucoup plus réactif, parce que la nature des capacités de défense qu'on voit à l'heure actuelle est en train de changer. Les systèmes sont de plus en plus activés au moyen de logiciels...

Je suis désolé. Allez-y.

● (1805)

Ted Falk: J'aimerais poser une autre question. Mon temps de parole tire à sa fin.

Cette nouvelle agence de l'investissement pour la défense s'occupera-t-elle de tous les approvisionnements et de toutes les dépenses en matière de défense?

Richard Shimooka: Pas pour l'instant.

Le gouvernement a dit qu'elle ne gèrera que les dépenses de plus de 100 millions de dollars dans un premier temps. Cela représente environ 8 % de l'approvisionnement actuel en matière de défense, si c'est bien le seuil qu'il garde.

Ted Falk: Comment pouvons-nous corriger le reste du système? Le seuil est élevé.

Richard Shimooka: Je pense qu'il faut procéder à une réforme en profondeur.

Je suggérerais de commencer par envisager... pas un modèle d'un seul centre de responsabilité pour tout, parce que je pense que le Conseil du Trésor sera toujours là, compte tenu de son statut au sein du gouvernement, mais il faudrait assurément essayer de simplifier les choses pour qu'il y ait des centres de responsabilité et des personnes responsables de faire avancer les décisions. C'est ce que je préconiserais.

Michael Guglielmin: Monsieur Shimooka, d'après vos recherches, quelles leçons pourrions-nous tirer de nos alliés pour nous assurer que l'approvisionnement en matière de défense et la politique industrielle soient complémentaires plutôt que de s'opposer l'un à l'autre?

Richard Shimooka: Pendant la première partie de la réunion, M. Leuprecht a rappelé que nous avons une stratégie en matière de sécurité nationale. C'est un point de départ essentiel pour déterminer ce qui est nécessaire, et nous pouvons déterminer de quoi nous avons besoin à partir de là pour atteindre nos objectifs.

L'un des plus grands changements que nous constatons aux États-Unis et chez nos alliés, surtout depuis 2022, c'est qu'ils se sont rendu compte que nos stocks de munitions et d'autres produits consommables nécessaires à la guerre étaient beaucoup trop bas. Ils ont dépensé des dizaines de milliards de dollars pour pouvoir en produire davantage si nous en arrivions à un point où nous nous retrouvions en situation de combat.

Nous n'avons rien fait de tel au Canada. Nous avons essayé un peu, mais on a récemment annoncé que nous étions en mesure de produire 5 000 obus de 155 mm au Canada... Cela représente une journée de combat en Ukraine. C'est insuffisant pour répondre aux exigences.

À partir du moment où nous avons une stratégie en matière de sécurité nationale, on peut déterminer ce qui est nécessaire du côté industriel de la défense. C'est ce qu'il faut.

Michael Guglielmin: Vous avez également fait observer que certaines décisions comme celle concernant l'achat de F-35 étaient entièrement motivées par des considérations politiques. Êtes-vous toujours de cet avis, et pensez-vous qu'il y a des jeux politiques derrière l'acquisition des F-35?

Richard Shimooka: Dans leurs commentaires devant le comité des comptes publics il y a quelques semaines à peine, le chef de la force aérienne et la sous-ministre ont clairement affirmé avoir besoin de ces ressources. Je pense que la plupart des analystes chevronnés en matière de défense seraient d'accord avec ce point de vue.

Nous avons communiqué avec les États-Unis — le Congrès et diverses administrations — pour leur dire que nous prenons la défense nationale au sérieux et que nous achetons ces aéronefs, mais qu'il y a maintenant des retards. De toute évidence, il y a des considérations politiques liées à l'administration Trump et à ce qu'elle a dit qui jouent ici, mais il est clair que ces ressources sont absolu-

ment essentielles pour assurer notre sécurité nationale de base à long terme.

Michael Guglielmin: Merci.

Monsieur Reed, vous avez fait valoir que, de nos jours, la dissuasion nécessite des partenariats financiers. Selon vous, quels sont les principaux obstacles qui empêchent les marchés financiers canadiens d'investir à grande échelle dans l'industrie de la défense?

Kevin Reed: Mon travail à la banque DSR porte sur le crédit, et je peux vous dire, pour avoir parlé à presque tous les principaux entrepreneurs de l'OTAN, que leur plus grande préoccupation, c'est que 95 % de la chaîne d'approvisionnement dépend d'entreprises privées. Comme elles ne sont pas publiques, elles dépendent du crédit.

L'OTAN s'est engagée à dépenser 2 billions de dollars supplémentaires d'ici 2035. Cela représente 1,5 billion de dollars en crédit, qui doit sortir des banques. Si vous posez la question aux principaux fournisseurs qui ont peut-être 25 ou 50 millions de dollars de revenus aujourd'hui, ils prévoient des hausses de 15 à 20 % par rapport à leurs meilleurs jours, depuis la guerre froide. Où trouveront-ils cet argent? Ils doivent s'adresser aux banques.

Lorsqu'on parle des marchés financiers, je regarde la situation du point de vue du crédit, et c'est là où nous voulons offrir des solutions. Je crois fermement que les banques doivent débloquent le crédit, qui a été très faible jusqu'à présent en raison des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance et de diverses autres politiques qui ont radicalement changé cette année.

Si l'on regarde ce dont le Canada a besoin pour débloquent le crédit, si nous visons 150 milliards de dollars — et ce pourrait être plus, selon l'évolution de notre PIB —, nous aurons besoin de 80 ou 90 milliards de dollars de crédit de plus, au moins, pour soutenir la croissance de notre chaîne d'approvisionnement.

Dès que quelqu'un pose une question sur les marchés financiers, je l'envisage du point de vue du crédit.

● (1810)

Le président: Merci.

C'est au tour de Mme O'Rourke.

Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.): Je tiens simplement à dire que j'ai trouvé très intéressante la conversation de la première heure sur l'élimination de diverses politiques, parce que nous savons quels sont les défis à relever pour accélérer les décisions et réduire l'aversion au risque.

Monsieur Shimooka, vous avez dit qu'il peut falloir des décennies pour en arriver là où nous devons être ou qu'il nous faudra des décennies pour cela. Monsieur Lagassé, vous avez parlé de compromis.

Au début de cette étude, nous avons entendu la sous-ministre adjointe Wendy Hadwen. Elle a dit que nous ne sommes pas en temps de paix et que nous n'avons pas le temps de travailler en vase clos, comme d'habitude. Cela m'a un peu choquée, et je pense que c'est probablement un peu choquant pour la plupart des Canadiens d'entendre cela.

Il est urgent de bien faire les choses et d'agir promptement, alors comment aborder la stratégie industrielle de défense dans une perspective immédiate, à moyen et à long terme?

Il faudra un certain temps pour vraiment définir notre stratégie. Des témoins très éloquents nous ont parlé de tous les critères à prendre en considération et de tout ce que nous devrions faire pour y arriver. Nous pourrions passer cinq ans à chercher le bon modèle, et nous aurons raté le coche.

En une minute chacun, pouvez-vous m'aider à comprendre comment nous pouvons planifier et établir des priorités, comment nous pouvons optimiser la capacité nationale existante et comment nous pouvons la développer à long terme? Des choses comme l'extraction et l'utilisation des minéraux critiques ne se feront pas du jour au lendemain. Certaines choses doivent se faire du jour au lendemain, littéralement, et d'autres se feront à moyen et à long terme.

Pouvez-vous nous dire quelles sont les options pour financer tout cela? Je vais vous demander d'être brefs, car j'ai une question complémentaire à poser sur la place de l'éthique dans ces cadres.

Philippe Lagassé: En ce qui concerne la planification, nous avons des solutions faciles que nous pouvons mettre en place immédiatement. Le gouvernement s'est engagé à acheter un avion AEWC canadien, par exemple. Ce serait une façon d'investir massivement dans l'industrie aérospatiale nationale. Des discussions sont en cours pour augmenter la production à Montréal pour diverses autres capacités. Dans le budget, on mentionne vouloir reproduire le succès de la construction navale dans le secteur aérospatial. De plus, la Banque de développement du Canada offrira du financement notamment aux entreprises en démarrage et aux PME pour mettre le tout en branle.

Très rapidement, je pense qu'il faudra faire des choix entre ce qu'on veut acheter dans 10 ans et ce qu'on veut acheter au cours des prochaines années. Je pense que nous en avons une bonne idée, mais pour revenir au point soulevé par M. Shimooka, il faut que le gouvernement publie sa stratégie de sécurité nationale et une politique de défense complémentaire pour guider les forces afin qu'elles puissent commencer à planifier leurs besoins.

Sans cela, l'industrie n'investira pas. Elle doit savoir qu'il y aura un acheteur. Elle ne procédera pas sans cela. Il faut donc une politique pour informer l'industrie qu'il y aura un acheteur.

• (1815)

[Français]

Dominique O'Rourke: Parlons brièvement des armes qui seraient rendues autonomes par l'intelligence artificielle. Des cadres de déontologie vont nous aider à prendre des décisions à cet égard dans le cadre de la stratégie militaire de production d'armements.

À quelle étape les conversations doivent-elles avoir lieu? Est-ce fait par le gouvernement lors de l'élaboration de la stratégie? Quels sont les signaux d'alarme? On sait que des investisseurs privés veulent en tirer un profit. Quelles sont les lignes directrices? Ce n'est pas après qu'il faudra se poser la question.

Monsieur Reed, la protection de l'environnement s'inscrit dans notre discussion, puisque nous parlons d'éthique.

J'aimerais connaître votre opinion à ce sujet.

[Traduction]

Kevin Reed: Madame O'Rourke, l'interprétation ne fonctionnait pas. Toutes mes excuses.

Dominique O'Rourke: Ce n'est pas grave.

Je demandais simplement où l'éthique et les lignes rouges entrent en ligne de compte dans ces discussions, surtout lorsqu'il sera question de l'intelligence artificielle et des armes autonomes. Où sont les garde-fous? Qui prend ces décisions? Nous ne pouvons pas le faire après coup. M. Lagassé a parlé de valeurs. Quel cadre nous guide ici?

Kevin Reed: Je peux dire, du point de vue du financement, que les directives pour maintenir notre cote AAA s'appliquent à des armements comme les armes nucléaires et biologiques. Il est certain que pour les armements qui ne font pas partie de nos divers traités, la banque ne pourrait pas participer, sans quoi nous n'obtiendrions pas notre cote AAA.

L'intelligence artificielle est tout à fait à part. Les règles sont rédigées chaque semaine. Où se trouve le cadre de financement à cet égard? Cela reste à déterminer, non seulement au Canada, mais au sein de nos nations alliées.

[Français]

Dominique O'Rourke: Monsieur Lagassé, qu'en pensez-vous?

Philippe Lagassé: Premièrement, on doit commencer par les règles concernant les conflits armés. Je crois que vous avez reçu un autre témoin qui l'a aussi mentionné, soit M. Michael Smith, qui a travaillé pour le Cabinet du juge-avocat général. Pour le reste, il s'agit d'une question qui doit être gérée au niveau international. Le Canada ne peut pas développer ses propres politiques relatives à ces armements tout en opérant à l'étranger ou en travaillant avec ses alliés de l'OTAN. Ça doit également être fait au sein de l'OTAN, avec nos alliés, afin qu'on établisse un cadre commun relatif aux armements.

Encore une fois, je vais revenir au lien qu'on doit faire avec la politique industrielle. Il faut que ce soit clair: le Canada doit vendre du matériel de défense s'il souhaite appuyer cette industrie. Il faut nous assurer que nos alliés et d'autres États ont les mêmes cadres que le Canada. La conversation doit donc avoir lieu à l'échelle internationale et au sein de nos alliés.

[Traduction]

Le président: Merci.

[Français]

Votre temps de parole est malheureusement écoulé, madame O'Rourke.

Monsieur Ste-Marie, vous avez la parole pour six minutes.

Gabriel Ste-Marie: Merci, monsieur le président.

Je salue les trois témoins, et je les remercie de leur présence. Ce qu'ils nous ont dit était très intéressant.

Monsieur Lagassé, je vais reprendre là où vous avez terminé.

Dans la dernière partie de votre présentation, vous avez donné l'exemple de la France. Si j'ai bien compris, vous avez dit que, pour soutenir le développement industriel, il fallait être prêt à acheter du matériel dont on n'a pas besoin et à vendre du matériel à des pays qui ne sont pas des alliés.

Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

Philippe Lagassé: Je vais vous donner un exemple. Comment la France est-elle en mesure de maintenir sa production d'avions de combat Rafale? Parfois, on doit payer Dassault Aviation pour bâtir un seul avion par année. Ça fait partie de la politique souveraine de la France. C'est accepté. Les Canadiens sont-ils prêts à le faire de temps en temps? Sommes-nous prêts à dire à l'industrie que la chaîne de production est tellement importante pour notre nation que nous sommes prêts à la payer pour construire un peu moins de matériel et pour aller plus lentement?

Je fais beaucoup de recherches en France, et je peux vous dire carrément que nous ne pouvons pas avoir une industrie de défense sans exportation. C'est essentiel. Si c'est essentiel pour la France, ce l'est également pour nous. Il ne faut pas le nier. Il faut être prêt à l'accepter. Ça revient à un commentaire qui a été fait par le dernier groupe de témoins: il faut également que tous les partis du Canada soient d'accord sur les lignes directrices concernant la vente d'armes à l'étranger. Si on a des lignes directrices et un cadre, il faut être d'accord sur cela. Sinon, il va y avoir des scandales et des controverses, et les projets vont tomber à l'eau. L'industrie ne voudra donc pas investir davantage.

• (1820)

Gabriel Ste-Marie: C'est très intéressant.

L'essentiel de votre présentation portait sur les compromis, c'est-à-dire sur le fait de trouver l'équilibre en lien avec le coût de renonciation ou d'opportunité. Vous avez donné des exemples.

Avez-vous des pistes de solution à offrir au gouvernement en ce qui a trait à l'arbitrage ou à l'équilibre dans les stratégies et les politiques dont vous avez parlé?

Philippe Lagassé: Selon moi, ce qui est essentiel à propos de la politique de défense du Canada, c'est de trouver un équilibre entre les capacités souveraines et l'industrie au Canada. Cependant, je crois qu'il faut reconnaître que, quand vient le temps d'opérer à l'étranger ou outre-mer, surtout en concurrence avec la Chine et la Russie, nous devons très probablement travailler avec nos alliés pour développer des capacités.

Par exemple, le Canada n'est pas en mesure de développer lui-même un avion de chasse de sixième génération. Il doit travailler avec les Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon ou les États-Unis. Nous avons des choix à faire. Il faut reconnaître que, pour être à la fine pointe de la technologie, il faut travailler avec nos alliés. Ça veut dire un peu moins d'investissements au sein du Canada, peut-être, mais ça veut aussi dire des capacités opérationnelles plus avancées.

Gabriel Ste-Marie: Dans ce cas, l'équilibre à atteindre ou les compromis se feraient au détriment de l'industrie nationale, afin d'assurer une plus grande collaboration à l'international.

Selon vous, cela pourrait-il être payant pour l'industrie nationale?

Philippe Lagassé: Ça pourrait être payant.

Le Canada a fait beaucoup d'investissements dans les avions F-35. C'est la même chose dans le cas des avions P-8; beaucoup d'investissements ont été faits à Montréal, par l'intermédiaire de Boeing. Il y a donc des occasions.

À mon avis, la question essentielle que doit se poser le Comité est la suivante: qu'est-ce que le Canada veut être en mesure de faire de lui-même? On peut toujours coopérer avec les autres pays. Cependant, que doit-on être en mesure de faire de façon autonome au

moment de défendre le Canada et ses intérêts, afin de ne pas dépendre des autres pays?

Gabriel Ste-Marie: Quelles pourraient être ces capacités?

Philippe Lagassé: On peut penser à la surveillance maritime et à la surveillance dans l'Arctique. On peut aussi penser aux radars, aux munitions et au contrôle de notre territoire ainsi qu'à ce qu'on doit faire en cas de désastres naturels.

Nous devons déterminer quelles capacités sont essentielles pour la souveraineté du Canada.

Gabriel Ste-Marie: C'est très clair.

Ma dernière question ne porte pas sur le même sujet, mais elle touche à l'arbitrage et au compromis.

Participer au Dôme doré pour la protection de l'Amérique du Nord serait-il un bon compromis, selon vous?

Philippe Lagassé: Ce pourrait l'être. Si les États-Unis disaient que nous devons seulement nous doter de capacités américaines pour contribuer au fameux Dôme doré, je crois qu'il serait essentiel que le gouvernement du Canada défende les intérêts des Canadiens. Il devrait dire que nous sommes prêts à apporter notre contribution en tant que partenaires, avec nos propres capacités. Les États-Unis ne peuvent pas dire au Canada qu'il doit se doter uniquement des capacités américaines.

À mon avis, si c'était le cas, le Canada devrait tenir son bout et refuser.

Gabriel Ste-Marie: C'est très clair, merci beaucoup.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

[Traduction]

Madame Borrelli, vous avez la parole pour cinq minutes.

Kathy Borrelli (Windsor—Tecumseh—Lakeshore, PCC): Merci, monsieur le président.

Monsieur Shimooka, vous avez été très critique à l'égard de nos processus d'approvisionnement au fil des ans. Vous avez beaucoup écrit à ce sujet. Très simplement, quels sont les éléments clés qui devraient faire partie, selon vous, de la nouvelle agence de l'investissement pour la défense, l'AID?

Richard Shimooka: Je pense que l'idée derrière l'AID, qui consiste essentiellement à mettre sur pied une équipe interparlementaire qui reprendra une grande partie des responsabilités qui existent au sein des six — ou peu importe le nombre — groupes ou organismes qui participent à toute acquisition de matériel de la défense, est la bonne chose à faire.

Je ne sais pas si c'est nécessairement la meilleure structure. Je préférerais une réforme plus fondamentale. Nous n'avons pas besoin d'une autre structure pour pouvoir y arriver. Ce qu'il faut plutôt, c'est faire en sorte que les ministères, les organismes, aient une ligne de responsabilité claire, afin qu'il y ait une personne qui soit responsable d'un programme d'approvisionnement et qu'elle ait le pouvoir de le mettre en œuvre.

C'est le type de réforme qu'ont fait beaucoup de nos alliés. Il ne s'agit pas d'ajouter encore un autre groupe, mais de faire en sorte qu'il soit beaucoup plus facile de gérer un approvisionnement lorsque les besoins sont clairement définis et que l'on sait exactement quelles sont les capacités industrielles en matière de défense au pays. On pourrait potentiellement s'approvisionner au pays et avoir un bon système.

Je pense que le système actuel compte trop d'acteurs et que, essentiellement, cela a vraiment une incidence sur les résultats.

• (1825)

Kathy Borrelli: Je crois comprendre qu'il y a six niveaux d'accord, qu'il faut que six ministères différents s'entendent pour achever quoi que ce soit.

Richard Shimooka: À tout moment au cours du processus, on verra probablement les services définir les besoins. Le ministère de la Défense nationale participe, le ministère de la Justice, qui donne un avis juridique, ISDE, Innovation, Sciences et Développement économique, qui s'occupe de l'aspect technique, SPAC, Services publics et Approvisionnement Canada, qui est l'organisme responsable, et il y a aussi le Conseil du Trésor, qui s'occupe des aspects financiers. C'est vrai pour la plupart des acquisitions importantes.

Kathy Borrelli: Ma question s'adresse à n'importe lequel des témoins. Serait-il logique d'exiger de l'AID que les petites et moyennes entreprises canadiennes se voient offrir les contrats avant d'aller à l'étranger?

Kevin Reed: Je sais que les PME sont essentielles à la création d'emplois et de propriété intellectuelle et à notre souveraineté en tant que pays. Nous devons être solidaires de nos PME et leur fournir la capacité technique de pouvoir le faire, et mon travail consiste à leur trouver l'argent nécessaire pour y arriver, et c'est ce que nous faisons.

Philippe Lagassé: Ayant passé une décennie à examiner les besoins militaires et à conseiller quatre ministres de la Défense nationale successifs, au sein de deux gouvernements successifs, je peux vous dire que ce sont les besoins militaires qui doivent primer. J'ai de sérieuses réserves à l'idée de nous obliger à acheter canadien. Nous pourrions intégrer cela dans le volet technique ou industriel de l'équation, mais je demande au gouvernement de rester fidèle au fait que ce sont les besoins militaires qui doivent primer.

Kathy Borrelli: Nous avons tellement de gens compétents au pays. Lorsque vous énoncez les besoins, je suis sûre que nous avons des entreprises qualifiées et la main-d'œuvre qualifiée pour construire ce dont nous avons besoin ici avant d'aller à l'étranger. N'est-ce pas le cas?

Philippe Lagassé: Je pense que cela dépend vraiment de ce que l'on veut construire. Dans certains cas, il s'agit de bâtir des capacités alliées et cela se fait à de multiples endroits. Par exemple, encore une fois, pourquoi le F-35 a-t-il finalement remporté l'appel d'offres? Parce que c'était, en fin de compte, le meilleur avion, et cela vaut également pour la construction d'un navire militaire. Nous pouvons en construire des parties, mais nous voulons aussi avoir la meilleure technologie possible.

Il faut trouver un équilibre. Il faut protéger nos hommes et nos femmes en uniforme lorsqu'ils sont en service et ils doivent avoir confiance qu'ils sont équipés du meilleur équipement possible. Cela ne veut pas dire que les fabricants canadiens ne peuvent pas le faire. Ils peuvent tous concurrencer. Comme vous le dites, nos gens font preuve de beaucoup d'ingéniosité. Nous avons d'excellentes

technologies. Cela ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas le faire, mais c'est tout autre chose de l'exiger.

Richard Shimooka: Puis-je faire un bref commentaire?

Je dirais que l'une des lacunes du processus d'approvisionnement actuel en ce qui concerne la souveraineté de la production, c'est que, dans de nombreux cas, nous avons financé des systèmes dotés de capacités jusqu'au niveau de maturité technologique le plus bas, au point où ils sont presque matures et prêts à être utilisés, mais nous avons ensuite forcé les entreprises à concurrencer un fabricant étranger. Nous les avons conçus par l'entremise de RDDC, Recherche et développement pour la défense Canada, ou de divers fonds d'investissement, et les systèmes sont prêts à être utilisés. Il y a des exemples comme le radar de veille en surface à haute fréquence, qui date de plusieurs années. C'est un exemple où nous avons la capacité de le faire au Canada.

Les règles d'approvisionnement existantes, qui sont en train de changer, ont fait en sorte qu'il est beaucoup plus difficile pour les industries canadiennes de concurrencer au sein de notre propre système d'approvisionnement. Je suis tout à fait d'accord avec mon collègue. Je pense qu'à certains égards, nous sommes allés trop loin.

• (1830)

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Bains, vous avez cinq minutes.

Parm Bains: Merci, monsieur le président.

Je remercie nos témoins d'être avec nous.

Je vais d'abord m'adresser à M. Reed.

Tout d'abord, je vous remercie de votre service.

Des témoins ont déjà comparu devant le Comité, et un en particulier a parlé de preuves anecdotiques concernant des entrepreneurs qui étaient privés de services bancaires, sans aucune raison apparente autre que le fait de diriger une entreprise axée sur la défense. Pourriez-vous nous éclairer sur la stigmatisation potentielle de la défense et du financement de la défense et nous dire si vous avez entendu des histoires semblables?

Kevin Reed: Cette affirmation est tout à fait vraie. Avant 2025, si vous étiez dans la catégorie de la défense, vous étiez considérés comme faisant partie d'autres catégories qui étaient également très stigmatisées, principalement en raison des ESG, des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance. Cela a changé dans toutes les banques mondiales, y compris les banques canadiennes, au cours des six derniers mois, et elles mettent en place des équipes spécialisées dans la défense. Elles développent leurs connaissances. Le « S » dans l'ESG est maintenant mis pour « sociétal ». La protection des personnes est un droit sociétal.

Nous constatons que cela change rapidement, non seulement pour les banques, mais aussi pour les fonds de pension, les fonds souverains et les compagnies d'assurance. D'ici 2026, il y aura plus de crédit disponible et plus de capitaux propres dans cette catégorie, qui en a été privée.

C'est tout à fait vrai. Des entreprises, simplement parce qu'elles étaient dans la catégorie de la défense, ont été privées de services bancaires. Elles n'avaient pas de crédit. J'ai de nombreuses histoires et de nombreux exemples d'entrepreneurs que je connais qui ont eu des occasions d'affaires très importantes. Ils auraient pu faire 10 millions de dollars par année. Ils fabriquaient du matériel à double usage pour l'industrie du drone. Ils avaient obtenu une commande de 60 millions de livres du ministère britannique de la Défense comme fournisseurs de troisième rang dans une chaîne d'approvisionnement. Ils ont dû y renoncer.

Nous parlons de renforcer nos capacités. Nous devons être en mesure de financer nos entrepreneurs. Le développement de nos capacités passe par leur financement.

Parm Bains: Y a-t-il des mesures que nous devrions intégrer à notre système bancaire là où, selon vous, il y a encore des lacunes ou des obstacles?

Kevin Reed: Je pense que nos grandes banques prennent cela très au sérieux. Ils y voient à la fois un cri de ralliement national et une occasion d'affaires.

La capacité d'accorder du crédit est encore assez restrictive aux termes des accords de Bâle III et de Bâle IV. C'est pourquoi le fait d'avoir une cote AAA sur les garanties de crédit aura un effet multiplicateur sur le capital pour les PME et les entreprises privées.

Parm Bains: Merci, monsieur.

Je vais passer à M. Lagassé.

À l'heure actuelle, dans le secteur de défense, le Canada compte environ 600 fournisseurs. En ce qui concerne l'écosystème industriel qui accompagne nos capacités de défense, comment le gouvernement peut-il tirer parti des forces régionales là où elles se trouvent?

Vous avez mentionné le Poseidon, à Richmond, en Colombie-Britannique. Boeing est là depuis 100 ans. C'est dans ma ville natale qu'on s'occupe en grande partie des TI et des analyses concernant cet avion.

Pourriez-vous nous parler un peu de ce que nous devons faire pour soutenir nos PME face aux grandes multinationales?

Philippe Lagassé: Je vais simplement revenir sur un point que mon collègue, M. Shimooka, a soulevé dans sa réponse à la question précédente.

Si nous voulons vraiment travailler avec des entreprises canadiennes, nous devons le faire dès le début pour pouvoir développer notre propre capacité en fonction des besoins précis de nos forces armées.

Nous avons actuellement un programme — je pense que vous en avez déjà entendu parler — appelé IDEeS. Nous travaillons avec les entreprises canadiennes pour développer leurs capacités, mais il n'y a pas de mécanisme contractuel ensuite pour que le gouvernement acquière ces capacités.

C'est le genre de problèmes que nous avons. Si nous ne nous attaquons pas à des choses aussi simples, comme nos alliés le font systématiquement, nous prenons du retard.

Nous avons des règlements sur la passation de contrats et d'autres programmes en place, mais je dirais que la question principale est la suivante: que pouvons-nous faire pour nous assurer que les Forces armées canadiennes peuvent travailler avec les industries

canadiennes pour produire ce dont elles ont besoin et leur donner ensuite le pouvoir et la capacité de l'acheter rapidement?

Ce n'est pas le cas en ce moment. C'est sans doute la chose la plus importante. Si vous voulez soutenir l'industrie canadienne et les PME, elles doivent savoir qu'elles ont un acheteur.

Parm Bains: S'agit-il d'un problème structurel, peut-être, avec Solutions innovatrices Canada? Avez-vous des recommandations à faire?

• (1835)

Philippe Lagassé: Il s'agit d'un programme de la Défense nationale, malheureusement. On pourrait penser que c'est quelque chose qui serait relativement facile à réaliser. Je suppose que nous y arriverons. Je ne veux pas être trop sévère envers les gens. En réalité, je dirais même, pour revenir à la question plus générale dont nous traitons ici, que la culture canadienne a toujours été si équitable et si axée sur une concurrence ouverte et transparente, pour tout le monde et en tout temps, que nous nous sommes nuï en ne disant pas, dans certains cas, que nous allons travailler uniquement avec nos entreprises sur une technologie particulière.

En essayant d'être plus canadiens que nécessaire, en essayant de toujours vouloir que tout soit tellement basé sur des règles, tellement équitables et transparents, il nous arrive parfois de ne pas être prêts à travailler uniquement avec des entreprises canadiennes pour trouver des solutions canadiennes.

Parm Bains: Merci.

Le président: Chers collègues, je vais utiliser ma prérogative de président pendant une minute seulement afin de poser une question, comme j'avais l'intention de le faire.

Monsieur Lagassé, la question s'adresse à vous. Il y a environ un mois, CBC a diffusé un reportage très intéressant sur la Finlande, sur la façon dont les Finlandais, qui vivent à côté des Russes, ont intégré dans leur vie de tous les jours des façons de mobiliser les citoyens, par exemple, en envoyant par la poste des trousseaux de préparation aux situations d'urgence ou en construisant une infrastructure souterraine qui sert de terrain de jeu, mais qui, en temps de guerre, pourrait être convertie très rapidement en un système opérationnel.

Croyez-vous, comme notre collègue l'a mentionné il y a quelques minutes en parlant d'une remarque de la sous-ministre, que nous sommes en temps de guerre? Je ne pense pas que nous soyons en temps de guerre, mais nous ne sommes pas en temps de paix. Les citoyens canadiens doivent-ils commencer à penser différemment à leur rôle? Le gouvernement doit-il commencer à parler différemment aux citoyens de son rôle dans l'ordre mondial difficile dans lequel nous entrons?

Philippe Lagassé: Absolument, et la Finlande n'est pas la seule à le faire. Tous les pays nordiques adhèrent au concept de défense totale. C'est nécessaire pour faire face aux menaces militaires traditionnelles, mais aussi aux catastrophes naturelles que nous avons de la difficulté à gérer aujourd'hui.

On peut imaginer un scénario, monsieur le président, où le Canada peut perdre sa souveraineté sur son propre territoire s'il n'est pas en mesure de faire face à une catastrophe majeure et que son principal allié décide de venir l'aider et de rester. Il faut pouvoir être en mesure de nous en occuper nous-mêmes. La façon de régler ce problème, c'est d'avoir des citoyens et une population qui peut répondre à l'appel lorsqu'une catastrophe survient. C'est le concept de défense totale. Il s'agit de former les gens pour qu'ils comprennent qu'ils doivent être prêts à se protéger eux-mêmes, à subvenir à leurs besoins pendant 48 à 72 heures, et que nous pouvons mobiliser nos jeunes pour faire face à un tremblement de terre ou à un incendie majeur, ou peu importe, afin que nous puissions nous occuper nous-mêmes du problème, pour éviter d'avoir à faire appel à quelqu'un d'autre pour le faire à notre place.

Le président: Merci beaucoup. Je vous suis reconnaissant de cette réponse. C'est un sujet que j'aimerais bien approfondir.

Chers collègues, nous avons deux petits points à l'ordre du jour.

Normalement, les témoins sont libres de partir, mais les députés aiment bien discuter encore un peu. Si vous pouvez rester, pour une poignée de main au moins, nous avons besoin de deux minutes pour nous occuper de certaines questions. Si vous devez partir, vous êtes bien sûr libres de le faire. Nous vous sommes reconnaissants de votre disponibilité.

Tout d'abord, chers collègues, je demande le consentement unanime sur une motion. Elle autorise essentiellement les membres associés qui remplacent des membres du Comité à avoir accès au car-table numérique. Je pense que tout le monde est déjà au courant. J'aimerais gagner du temps en n'ayant pas à la lire.

Je demande le consentement unanime.

(La motion est adoptée. [Voir le Procès-verbal])

Le président: Merci beaucoup.

Deuxièmement, Mme Dancho a présenté une motion. Je ne pense pas qu'un débat soit nécessaire. Il semblait y avoir un consensus dans les discussions que j'ai eues concernant Doug Guzman, le PDG de l'Agence de l'investissement pour la défense. Le Comité souhaite inviter M. Guzman à témoigner. Au départ, il avait été question de deux heures. Selon les discussions que j'ai eues avec les partis, je crois comprendre qu'une heure suffirait, mais s'il est seul à témoigner.

Avec le consentement unanime, je pourrais simplement demander à la greffière de trouver une heure, dans le cadre de notre étude sur la stratégie industrielle de défense, pour accueillir M. Guzman, de l'Agence de l'investissement pour la défense, pendant laquelle il sera notre seul témoin.

Je demande le consentement unanime.

(La motion est adoptée. [Voir le Procès-verbal])

Le président: Chers collègues, merci beaucoup pour cette discussion très intéressante.

● (1840)

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>